

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 287**18 mars 2003****SOMMAIRE**

Actar International S.A., Luxembourg	13744	ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13753
Air Technology Luxembourg S.A., Windhof.	13767	ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13753
Altamar S.A., Luxembourg	13743	(Guy) Kayser, S.à r.l., Bascharage	13775
Avenue de Wolvendael 61 Holding S.A., Luxembourg	13768	LRI, Landesbank Rheinland - Pfalz International S.A., Luxembourg	13737
Batinvest Immobilière, S.à r.l., Hesperange	13730	LSF HL Investments, S.à r.l., Luxembourg	13776
Binian S.A., Luxembourg	13755	M.P.R. LUX S.A., Marketing - Publicité - Régie Luxembourg, Bertrange	13765
Binian S.A., Luxembourg	13756	Manticore S.A., Luxembourg	13738
(La) Buanderie S.A., Luxembourg	13761	Metalseurope Steel Trading, G.m.b.H., Luxembourg	13735
Bureau Comptable Manternach, S.à r.l., Larochette	13732	Newday Logistics S.A., Bertrange	13754
Calethon Holding S.A., Luxembourg	13742	Oaxaca, S.à r.l., Luxembourg	13776
Carocar S.A., Luxembourg	13770	Orizzonti Participations S.A., Luxembourg	13768
Courtal S.A., Senningerberg	13763	P. Corporate Investments S.A., Luxembourg	13769
Dermal S.A.	13764	P.I.M., S.à r.l., Participations Industrielles Management, Luxembourg	13735
Dimension, S.à r.l.	13754	Pafin Participations S.A., Luxembourg	13769
Duferco Industrial Investment S.A., Luxembourg ..	13768	Palena S.A., Luxembourg	13768
Fohl Parquet, S.à r.l., Nommern	13733	Pauls Convoy Service (Luxembourg), S.à r.l., Echternach	13730
Getinge Luxembourg, S.à r.l., Steinfort	13771	Phoenix Acquisition Company, S.à r.l., Luxembourg	13775
Getinge Luxembourg, S.à r.l., Steinfort	13775	(La) Plata S.A., Luxembourg	13741
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13751	Prairie Management S.A., Luxembourg	13770
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13751	Process-IT S.A., Luxembourg	13759
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13751	Reithi, S.C.I., Mersch	13731
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13752	Reithi, S.C.I., Mersch	13732
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13752	Rock Brook Holdings S.A., Luxembourg	13736
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13752	Showtime Int., S.à r.l., Luxembourg	13764
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13752	Showtime Int., S.à r.l., Luxembourg	13764
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13752	SOFIPA S.A., Société de Financement et de Participation, Luxembourg	13770
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13752	Société Civile Immobilière Hollerech, Luxembourg	13736
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13753	Sogesal, S.à r.l., Luxembourg	13769
ICCI, International Chemical and Cosmetic Investment Company S.A.H., Luxembourg	13753	Stampalux S.A., Luxembourg	13769
		TYProduction, S.à r.l., Luxembourg	13756

PAULS CONVOY SERVICE (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6415 Echternach, 7, rue Bréilekes.
R. C. Luxembourg B 68.960.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 11 février 2003, réf. LSO-AB00962, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 février 2003.

Signature.

(002882.1/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

BATINVEST IMMOBILIERE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5885 Hesperange, 359-363, route de Thionville.
R. C. Luxembourg B 30.990.

L'an deux mille deux, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Roland Thielen, conducteur de travaux, demeurant à F-57100 Thionville, 144, route de Guentrange, (France).

2.- Monsieur Yves Rogowski, employé privé, demeurant à F-57330 Volmerange-les-Mines, 62, rue de Dudelange, (France).

3.- Monsieur Steve d'Anzico, employé privé, demeurant à L-4992 Sanem, 67, rue Ermesinde.

Les comparants sub 2.- et 3.- sont ici représentés par Monsieur Roland Thielen, préqualifié, en vertu de deux procurations sous seing privée, lui délivrées.

Les prédites procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée BATINVEST IMMOBILIERE, S.à r.l., ayant son siège social à L-5885 Hesperange, 359-363, route de Thionville, R. C. Luxembourg section B numéro 30.990, a été constituée sous la dénomination de BATINVEST CLEFS EN MAIN suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 juin 1989, publié au Mémorial C numéro 349 du 27 novembre 1989,

et que les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 14 novembre 1991, publié au Mémorial C numéro 223 du 26 mai 1992;

- en date du 2 septembre 1992, publié au Mémorial C numéro 606 du 18 décembre 1992, contenant le changement de la dénomination sociale en BATINVEST IMMOBILIERE, S.à r.l.;

- en date du 2 avril 2001, publié au Mémorial C numéro 329 du 5 mai 2001,

- en date du 11 juin 2002, publié au Mémorial C numéro 1273 du 3 septembre 2002.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence de cinquante mille euros (50.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de trente mille euros (30.000,- EUR) à quatre-vingt mille euros (80.000,- EUR), par la création et l'émission de deux mille (2.000) parts sociales nouvelles de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Cette augmentation de capital est réalisée par incorporation au capital de réserves reportées à concurrence de cinquante mille euros (50.000,- EUR). Les deux mille (2.000) parts sociales nouvelles ont été attribuées gratuitement aux anciens associés au prorata de leur participation actuelle dans la société.

Tous pouvoirs sont conférés à la gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

La justification de l'existence desdites réserves a été rapportée au notaire instrumentant par des documents comptables.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'article six (6) des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à quatre-vingt mille euros (80.000,- EUR), représenté par trois mille deux cents (3.200) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Les parts sociales se répartissent comme suit:

1.- M. Roland Thielen, conducteur de travaux, demeurant à F-57100 Thionville, 144, route de Guentrange (France)

mille sept cent soixante parts sociales 1.760

2.- M. Yves Rogowski, employé privé, demeurant à F-57330 Volmerange-les-Mines, 62, rue de Dudelange, (France)

sept cent vingt parts sociales 720

3.- M. Steve d'Anzico, employé privé, demeurant à L-4992 Sanem, 67, rue Ermesinde

sept cent vingt parts sociales 720

Total: trois mille deux cents parts sociales 3.200

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de six cent soixante-dix euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Thielen, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 janvier 2003, vol. 521, fol. 26, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 janvier 2003.

J. Seckler.

(09134/231/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2003.

REITHI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-7525 Mersch, 63, rue de Colmar-Berg.

L'an deux mille deux, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Urbain Tholl, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. Madame Nicole Reiter, employée privée, demeurant à L-8289 Kehlen, 35, am Duerf,

2. Monsieur Georges Thill, employé privé, demeurant à L-8289 Kehlen, 35, am Duerf.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Ils sont les seuls associés de la société civile immobilière REITHI, ayant son siège social à L-7525 Mersch, 63, rue de Colmar-Berg,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Gérard Lecuit, alors de résidence à Mersch, en date du 20 décembre 1990, publié au Mémorial C page 9961 de 1991.

II. Le capital social de la société s'élève à cent mille (100.000,-) francs, soit actuellement deux mille quatre cent soixante-dix euros quatre-vingt-treize cents (EUR 2.478,93), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs, soit actuellement vingt-quatre euros soixante-dix-neuf cents (EUR 24,79) chacune, entièrement libérées et souscrites par les comparants chacun à concurrence d'une moitié, soit cinquante (50) parts.

Sur ce, les comparants ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

Les comparants décident de supprimer le troisième paragraphe de l'article 5 et de confirmer la conversion du capital social en euros, avec augmentation à concurrence de vingt et un euros sept cents (EUR 21,07), pour le porter à deux mille cinq cents (2.500,-) euros, représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (EUR 25,-) euros chacune.

La prédite augmentation de capital a été faite par des versements en espèces par les associés au prorata de leur participation, de sorte que la prédite somme de vingt et un euros sept cents (EUR 21,07) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire, qui le constate expressément.

En conséquence, l'article 5 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à deux mille cinq cents (EUR 2.500,-) euros, représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Madame Nicole Reiter, prénommée, cinquante parts sociales	50
2) Monsieur Georges Thill, prénommé, cinquante parts sociales	50
Total: cent parts sociales	100»

Deuxième résolution

Les comparants décident de compléter l'objet social.

Par conséquent l'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

«La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous immeubles qu'elle pourrait acquérir.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.»

Frais

Le montant des frais, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme sept cent vingt euros (EUR 720,-).

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: N. Reiter, G. Thill, U. Tholl.

Enregistré à Mersch, le 18 décembre 2002, vol. 423, fol. 24, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 20 janvier 2003.

U. Tholl.

(09099/232/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2003.

REITHI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-7525 Mersch, 63, rue de Colmar-Berg.

Statuts coordonnés suivant acte du 17 décembre 2002, reçu par M^e Urbain Tholl, de résidence à Mersch, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2003.

(09101/232/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2003.

BUREAU COMPTABLE MANTERNACH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7625 Larochette, 7, rue Scheerbach.

R. C. Luxembourg B 22.975.

DISSOLUTION

L'an deux mille deux, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

Ont comparu:

Monsieur Nico Manternach, comptable, demeurant à 7562 Mersch, 7, rue des Acacias, ici représenté par Monsieur Jean-Marie Steffen, clerc de notaire, demeurant à Schieren, en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Junglinster, le 20 décembre 2002, laquelle procuration restera annexée au présent acte.

Lequel comparant, représenté comme il est dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

1) Que la société à responsabilité limitée BUREAU COMPTABLE MANTERNACH, S.à r.l., ayant son siège social à 7625 Larochette, 7, rue Scheerbach (R. C. Luxembourg B numéro 22.975) a été constituée par acte du notaire Joseph Gloden, de résidence à Grevenmacher, en date du 7 février 1989, publié au Mémorial C numéro 158 du 8 juin 1989,

2) Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,-) chacune.

3) Que suite à des cessions de parts sociales intervenues, le comparant est seul et unique associé de ladite société.

4) Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, a décidé de dissoudre la société BUREAU COMPTABLE MANTERNACH, S.à r.l., par reprise par l'associé unique de l'intégralité de l'actif et du passif de la société.

5) Que les parts d'immeubles suivants appartiennent à la prédite société:

Dans un immeuble en copropriété dénommé sis à Larochette, 6, rue Scheerbach, inscrit au cadastre de la commune et section A de Larochette, comme suit:

Numéro 321/2135, lieu-dit «In der Scheerbach», bâtiment, place, contenant 14,36 ares,

à savoir:

a) *comme éléments privatifs:*

Le lot 042 AU 01, soit l'Appartement 042, comportant 34,99/ 1.000èmes;

Le lot 041 BU 00, soit le Parking 041 dans la cour de l'immeuble, comportant 3,73/1.000èmes.

Le lot 062 AU 05, soit le Grenier 062 sous les combles, comportant 1,49/1.000ème.

Le lot 001 AU 00, soit la Cave 001 au rez-de-chaussée, comportant 1,70/1.000ème.

b) *en copropriété et indivision forcée:*

quarante et un virgule quatre-vingt-onze Millièmes (41,91/1.000èmes) des parties communes dudit immeuble y compris le sol ou terrain.

6) Qu'il s'ensuit que ladite société BUREAU COMPTABLE MANTERNACH, S.à r.l., est et restera dissoute avec effet en date de ce jour.

7) Que tout l'actif et le passif de la société dissoute seront transmis au seul associé de la société.

8) Que décharge pleine et entière est accordée au gérant pour l'exécution de son mandat.

9) Que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant cinq ans au moins à l'adresse: 7562 Mersch, 7, rue des Acacias.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte sont à charge de la société dissoute.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Titre de propriété

Les éléments immobiliers prédésignés ont été acquis en vertu d'un acte de vente, reçu par le notaire instrumentaire, en date du 25 octobre 1991, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 10 décembre 1991, volume 1277, numéro 107.

Signé: J.-M. Steffen, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 janvier 2003, vol. 521, fol. 26, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 janvier 2003.

J. Seckler.

(09161/231/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2003.

FOHL PARQUET, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7465 Nommern, 17, rue Principale.

STATUTS

L'an deux mille trois, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

A comparu:

Monsieur Laurent Fohl, parqueteur, demeurant à L-7465 Nommern, 17, rue Principale.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par la présente avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2003:

Titre I^{er}. - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de FOHL PARQUET, S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet le commerce d'articles de menuiserie, d'articles de nettoyage, de fixation et de ponçage pour bois et la pose de parquet.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 5. Le siège social est établi à Nommern.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euro (EUR 125,-) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites par Monsieur Laurent Fohl, parqueteur, demeurant à L-7465 Nommern, 17, rue Principale.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2003.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ six cent vingt-cinq euro.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-7465 Nommern, 17, rue Principale.

2.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Laurent Fohl, parqueteur, demeurant à L-7465 Nommern, 17, rue Principale.

La société est engagée par la signature individuelle du gérant.

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. Fohl, J. Elvinger.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 janvier 2003, vol. 521, fol. 40, case 8. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 janvier 2003.

J. Seckler.

(10339/231/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

METALSEUROPE STEEL TRADING, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-1150 Luxemburg, 241, route d'Arlon.

H. R. Luxemburg B 72.181.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zwei tausend drei, den dritten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

- Herr Wolfgang Böhm, Kaufmann, wohnhaft in D-40822 Mettmann, Hasseler Strasse, 32, (Bundesrepublik Deutschland),

hier vertreten durch Herrn Thierry Hellers, Buchprüfer, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmacht, vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Welcher Komparent, vertreten wie hiavor erwähnt, ersucht den amtierenden Notar die von ihm gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

1.- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung METALSEUROPE STEEL TRADING, G.m.b.H., mit Sitz, in L-1150 Luxemburg, 241, route d'Arlon, (R. C. S. Luxemburg Sektion B Nummer 72.181), gegründet wurde gemäss Urkunde, aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 26. Oktober 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 989 vom 23. Dezember 1999.

2.- Dass das Gesellschaftskapital zwölf tausend drei hundert vier und neunzig Komma acht und sechzig Euro (EUR 12.394,68) beträgt und aufgeteilt ist in fünf hundert (500) Anteile ohne bestimmten Nominalwert.

3.- Dass der Komparent, vertreten wie hiavor erwähnt, als alleiniger Eigentümer aller Anteile vorgenannter Gesellschaft METALSEUROPE STEEL TRADING, G.m.b.H., beschliesst diese, rückwirkend auf den 31. Dezember 2002, aufzulösen und sämtliche Aktiva und Passiva der aufgelösten Gesellschaft zu übernehmen.

4.- Dass sich daraus ergibt sich dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung METALSEUROPE STEEL TRADING, G.m.b.H., rückwirkend zum 31. Dezember 2002, definitiv aufgelöst ist und dass die Liquidation abgeschlossen ist.

5.- Dass dem Geschäftsführer volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates erteilt wird.

6.- Dass die Geschäftsbücher der aufgelösten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren am früheren Gesellschaftssitz aufbewahrt werden.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr fünf hundert Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. Hellers, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 janvier 2003, vol. 521, fol. 30, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Junglinster, den 27. Januar 2003.

J. Seckler.

(09125/231/44) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2003.

P.I.M., PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: 33.600,- EUR.**

Siège social: L-1526 Luxemburg, 50, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 65.017.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 décembre 2002 que:

La société FIDEI REVISION, Société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 50, Val Fleuri à L-1526 Luxembourg a été nommée commissaire aux comptes en remplacement de FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG, démissionnaire.

FIDEI REVISION reprendra le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 31 janvier 2003.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02879. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003276.4/727/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE HOLLERECH, Société Civile Immobilière.

Siège social: Luxembourg.

DISSOLUTION

L'an deux mille deux, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Pierre Brahms, commerçant, demeurant à Luxembourg (détenteur de 91 parts)
- 2) Madame Isabelle Dickes, employée privée, demeurant à Luxembourg (détentrices de 2 parts)
- 3) Madame Maryse Montbrun, employée privée, demeurant à Luxembourg (détentrices de 2 parts)
- 4) Monsieur Roger Hertz, employé privé, demeurant à Luxembourg (détenteur de 3 parts)
- 5) Madame Eliane Konter, employée privée, demeurant à Grevenmacher (détentrices de 2 parts),

lesdites personnes, agissant en leurs qualités d'unique associés de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE HOLLERECH, avec siège à Luxembourg, constituée par acte notarié du 16 septembre 1988, publié au Mémorial C N° 335 du 25 décembre 1988,

ont exposé au notaire instrumentant que ladite société n'est plus propriétaire de biens immobiliers et qu'ils entendent la dissoudre par le présent acte en conformité de l'article 3 des statuts.

A cet effet, les associés déclarent reprendre, chacun en proportion de ses parts, tous les actifs de la société et ils s'engagent également à régler tout passif de la société. Les associés se trouvent donc investis de tous les éléments actifs de la société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à l'heure actuel.

Sur ce, Nous Notaire avant constate et donné acte de dissolution et de liquidation de la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE HOLLERECH.

Les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Frais

Les frais du présent acte sont estimés à la somme de quatre cent quatre-vingt-quinze euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: P. Brahms, I. Dickes, M. Montbrun, R. Hertz, E. Konter, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 13 janvier 2003, vol. 884, fol. 73, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 23 janvier 2003.

G. d'Huart.

(10177/207/35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

ROCK BROOK HOLDINGS, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 33.695.

1. Monsieur Paul Marx, docteur en droit, ayant son domicile professionnel à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, a été nommé administrateur-délégué, chargé de la gestion journalière de la société avec le pouvoir de l'engager par sa seule signature quant à cette gestion.

2. Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2007, les personnes suivantes sont administrateurs de la société:

- 1) M. Colm O'Nuallain, B.Comm. F.C.A., Dublin, Irlande, Président
- 2) M. Paul Marx, docteur en droit, Luxembourg, administrateur-délégué (en remplacement de M. Bob Bernard)
- 3) M. André Wilwert, diplômé ICHEC Bruxelles, Luxembourg, administrateur-délégué
- 4) M. Kevin Middleton, Companies' Director, Great Rissington/Gloucester
- 5) M. Michael Pares, chartered accountant, Pinner/Middlesex
- 6) M. Charles Rinn, chief financial officer, Blackrock/Dublin
- 7) M. Cornelius Martin Bechtel, conseil économique, Luxembourg (en remplacement de M. Charles Lahyr).

Luxembourg, le 16 décembre 2002.

Pour avis sincère et conforme

Pour ROCK BROOK HOLDINGS

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2003, vol. 579, fol. 53, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(003651.4/528/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

LRI, LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2450 Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt.

Im Jahre zweitausendzwei, den neunzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit dem Amtswohnsitze zu Niederanven.

Versammelten sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL, Société Anonyme, mit Sitz zu L-2450 Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Hyacinthe Glesener, mit damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 3. Januar 1978, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 14 vom 25. Januar 1978, deren Statuten ein letztes Mal abgeändert wurden gemäss Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 30. Juli 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 135 vom 25. Januar 2002.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Romain Baustert, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herrn Robert Haas, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Elmar Winter, Conseiller Juridique, wohnhaft in Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt

Der Vorsitzende stellt unter der Zustimmung der Versammlung fest:

1. Die Aktionäre beziehungsweise deren bevollmächtigte Vertreter, sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Die Anwesenheitsliste, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt ebenso wie die von den Parteien und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichneten Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

1.- Abänderung der Firmenbezeichnung von LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL, Société Anonyme in LRI LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A. und dementsprechende Abänderung von Artikel 1 der Satzung.

2.- Erhöhung des Gesellschaftskapitals um achtundneunzig Millionen neunhundertzweiundachtzigtausend Euro (EUR 98.982.000,-) um dasselbe von seinem jetzigen Stand von zweihundertsechzehn Millionen achtzehntausend Euro (EUR 216.018.000,-), auf dreihundertfünfzehn Millionen Euro (EUR 315.000.000,-) zu bringen.

3.- Zeichnung und Einzahlung der neuen Aktien.

4.- Beschluss betreffend den Verzicht der anderen Aktionäre auf ihr Vorzugszeichnungsprivileg.

5.- Änderung von Artikel 5 der Satzung.

6.- Verschiedenes.

Gemäss der Tagesordnung haben die Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Firmenbezeichnung von LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL, Société Anonyme in LRI LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A. umzuändern.

Dementsprechend lautet Artikel 1 der Satzung folgendermassen:

«**Art. 1.** Die Aktiengesellschaft trägt den Namen LRI LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital um einen Betrag von achtundneunzig Millionen neunhundertzweiundachtzigtausend Euro (EUR 98.982.000,-) zu erhöhen, um dasselbe von seinem jetzigen Stand von zweihundertsechzehn Millionen achtzehntausend Euro (EUR 216.018.000,-), auf dreihundertfünfzehn Millionen Euro (EUR 315.000.000,-) zu bringen, durch die Schaffung von einhundertneundachtzigtausendsiebenhundert (189.700) neuen Aktien, ohne Nennwert.

Die neuen Aktien wurden ganz in bar eingezahlt, so dass der Betrag von achtundneunzig Millionen neunhundertzweiundachtzigtausend Euro (EUR 98.982.000,-) der Gesellschaft zur Verfügung stehen, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Die Generalversammlung beauftragt des weiteren den Verwaltungsrat die vorgesehene 10%-ige Dotierung der gesetzlichen Rücklagen in Höhe von neun Millionen achthundertachtundneunzigtausendzweihundert Euro (EUR 9.898.200,-), durch die Umwidmung anderer bestehender und freier Rücklagen zu vollziehen.

Dritter Beschluss

Sämtliche neuen Aktien werden von Hauptaktionär, der LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ - GIROZENTRALE - MAINZ, mit Sitz in Mainz (Deutschland), gezeichnet, welche hier vertreten ist durch:

Herrn Paul K. Schminke, Vorsitzender des Verwaltungsrates, wohnhaft in Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt zu Mainz

welche Vollmacht, nach gehöriger ne varietur Unterschrift dieser Urkunde beigegeben bleibt.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest, dass der andere Aktionär auf sein bevorzugtes Zeichnungsrecht verzichtet hat.

Fünfter Beschluss

Artikel 5 der Satzung erhält folgenden neuen Wortlaut:

«**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt dreihundertfünfzehn Millionen Euro (EUR 315.000.000,-), eingeteilt in sechshundertdreitausendsiebenhundert (603.700) Aktien ohne Nennwert.»

Alle Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefasst.

Kosten

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Kapitalerhöhung obliegen, werden auf neunhundert-sechshundertneunzigtausend Euro (EUR 996.000,-) abgeschätzt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. Baustert, R. Haas, E. Winter, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 29, case 9. – Reçu 989.820 Euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Senningerberg, den 20. Januar 2003.

P. Bettingen.

(09580/202/85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2003.

**MANTICORE S.A., Société Anonyme,
(anc. FREEPORT AKTIENGESELLSCHAFT).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

—
STATUTS

L'an deux mille deux, le vingt décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Triesen sous la dénomination de FREEPORT AKTIENGESELLSCHAFT, constituée sous la loi de l'Etat du Liechtenstein en date du 21 mars 1974.

La séance est ouverte à 15.45 heures sous la présidence de Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny, Belgique.

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les cent (100) actions avec une valeur nominale de cinq cents francs suisses (CHF 500,-), représentant l'intégralité du capital social de cinquante mille francs suisses (CHF 50.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après re-produits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Confirmation des résolutions prises au Liechtenstein par les actionnaires en date du 24 septembre 2002, qui ont notamment décidé de transférer le siège social de la société au Luxembourg.

2. Approbation du bilan d'ouverture et des comptes de profits et pertes de la société établis au 28 novembre 2002.

3. Renonciation à la version allemande des statuts et adoption de la langue française en remplacement de l'allemand.

4. Suppression de la valeur nominale des actions et changement de la devise du capital social de francs suisses en euros au cours (au 28 novembre 2002) de 1 franc suisse pour 0,6776 euros.

5. Augmentation du capital social à concurrence de euros cent vingt euros (EUR 120,-) pour le porter de son montant actuel de trente-trois mille huit cent quatre-vingt euros (EUR 33.880,-) représenté par cent (100) actions sans valeur nominale, à trente-quatre mille euros (EUR 34.000,-), sans émission d'action nouvelle.

6. Souscription et libération par incorporation des résultats reportés en réserves.

7. Annulation des cent actions sans valeur nominale.

8. Echange des cent (100) actions sans valeur nominale contre dix sept mille (17.000) actions avec une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune.

9. Adoption de la dénomination MANTICORE S.A., et refonte totale des statuts de la société de manière à les adapter à la loi luxembourgeoise.

10. Confirmation du transfert, avec effet au 28 novembre 2002, du siège effectif de la société à Luxembourg et adoption de la nationalité luxembourgeoise de la société.

11. Approbation du bilan et de la situation patrimoniale d'ouverture de la société devenue luxembourgeoise, tous les actifs et tous les passifs de la société auparavant de nationalité liechtensteinoise, tout compris et rien excepté, restant

la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs et à être obligée pour tout le passif et tous les engagements de la société auparavant liechtensteinoise.

12. Confirmation de l'établissement du siège effectif de la société au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, avec effet au 28 novembre 2002.

13. Nomination d'un nouveau conseil d'administration.

14. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

15. Détermination de la durée des mandats.

16. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire confirme les résolutions prises au Liechtenstein par les actionnaires le 24 septembre 2002 par lesquelles il a notamment été décidé de transférer le siège social de la société au Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver le bilan et les comptes de profits et pertes de la société établis au 28 novembre 2002, lesquels documents comptables, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, seront annexés aux présentes pour être enregistrés en même temps.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de supprimer la valeur nominale des actions et de changer la devise du capital social de francs suisses en euros au cours de (au 28 novembre 2002) de 1 franc suisse pour 0,6776 euros, de sorte que le capital social est fixé provisoirement à trente-trois mille huit cent quatre-vingt euros (EUR 33.880,-).

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de euros cent vingt euros (EUR 120,-) pour le porter de son montant actuel de trente-trois mille huit cent quatre-vingt euros (EUR 33.880,-) représenté par cent (100) actions sans valeur nominale, à trente-quatre mille euros (EUR 34.000,-), sans émission d'action nouvelle.

L'augmentation de capital a été intégralement souscrite par les actionnaires existants au prorata de leur participation dans le capital social de la société et libérée par incorporation de résultats reportés en réserves. L'existence des réserves a été prouvée au notaire instrumentaire sur base d'un rapport dressé le 11 décembre 2002 par la FIDUCIAIRE EVE-RARD & KLEIN, Fiduciaire d'expertise comptable et de révision, établie à L-5969 Itzig, 83, rue de la Libération

Lequel rapport, après avoir été paraphé ne varietur par les parties comparaissant et par le notaire soussigné sera annexée au présent acte pour être déposée auprès des autorités d'enregistrement.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de l'échange des cent (100) actions sans valeur nominale contre dix-sept mille (17.000) actions avec une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide d'adopter la dénomination MANTICORE S.A. et adopte les statuts de la société, lesquels après refonte totale de manière à les adapter à la loi luxembourgeoise, auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est continué une société anonyme sous la dénomination de MANTICORE S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme «Société de Participations Financières».

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente-quatre mille euros (EUR 34.000,-) divisé en dix-sept mille (17.000) actions d'une valeur nominale deux euros (EUR 2,-) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président; la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 5 mai à 14.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social après la continuation de la Société à Luxembourg qui a commencé le 28 novembre 2002 se terminera le 31 décembre 2002.

2) La première assemblée générale des actionnaires sous régime légal luxembourgeois aura lieu le 5 mai 2003 à 14.00 heures.

3) Le notaire soussigné, sur base du bilan qui lui a été présenté, certifie que le capital originaire d'un montant de cinquante mille francs suisses (CHF 50.000,-) a été entièrement souscrit et intégralement libéré à la date de la continuation de la société au Luxembourg.

4) L'assemblée générale adopte le rapport dressé le 11 décembre 2002 par la FIDUCIAIRE EVERARD & KLEIN, fiduciaire d'expertise comptable et de révision, établie à L-6969 Itzig, 83, rue de la Libération, en vue du transfert de la société et qui contient les conclusions suivantes basées sur le capital originaire en francs suisses:

«Conclusion:

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de transfert des actifs et dettes qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Septième résolution

L'assemblée générale confirme le transfert, avec effet au 28 novembre 2002, du siège effectif de la société à Luxembourg et le changement de la nationalité liechtensteinoise en société de nationalité luxembourgeoise, avec effet à cette date.

Huitième résolution

L'assemblée générale approuve le bilan, situation patrimoniale d'ouverture de la société devenue luxembourgeoise, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques du bilan de la société MANTICORE S.A. établi à la date du 28 novembre 2002 et précise que tous les actifs et tous les passifs de la société auparavant de nationalité liechtensteinoise, tout compris et rien excepté, restent la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs et à être obligée pour tout le passif et tous les engagements de la société auparavant de nationalité liechtensteinoise.

Ledit bilan d'ouverture, après signature ne varietur par les parties et le notaire instrumentaire, demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

Neuvième résolution

L'assemblée générale confirme l'établissement du siège effectif de la société au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, avec effet au 28 novembre 2002.

Dixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer un nouveau conseil d'administration en remplacement de l'ancien comme suit:

- a) Monsieur Jean Hoffmann, administrateur de sociétés, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
- b) Monsieur Marc Koeune, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
- c) Madame Andrea Dany, employée privée, domiciliée professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
- d) Madame Nicole Thommes, employée privée, domiciliée professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Onzième résolution

La société CEDERLUX-SERVICES, S.à r.l., ayant son siège social au 4, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes.

Douzième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'an 2002.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à 15.55 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. Van Hees, R. Uhl, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2002, vol. 137S, fol. 67, case 9. – Reçu 2.089,54 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2003.

J. Elvinger.

(09752/211/203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2003.

LA PLATA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 21.330.

—

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 2002 que:

CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION, Société à responsabilité limitée démissionnaire. Le nouveau commissaire aux comptes terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 18 février 2003.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02862. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003263.4/727/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

**CALETHON HOLDING S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. MY-FAL, Société Anonyme Holding).**
Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

L'an deux mil deux, le vingt décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MY-FAL, Société Anonyme Holding, avec siège social à L-6793 Grevenmacher, 15, route de Trèves, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 15 juillet 1996, publié au Mémorial C, numéro 523 du 16 octobre 1996.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Camille Mines, alors notaire de résidence à Redange-sur-Attert, en date du 5 décembre 2000, publié au Mémorial C, numéro 649 du 18 août 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Martine Molina, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sylvia Hennericy, employée privée, demeurant à Meix-le-Tige (B).

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Gerd Gebhard, expert-comptable, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront, le cas échéant, pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A.) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Modification de la raison sociale de la société.
2. Transfert du siège social à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
3. Nomination des nouveaux administrateurs et commissaire aux comptes.
4. Divers.

B.) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C.) L'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale en CALETHON HOLDING S.A.

L'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de CALETHON HOLDING S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-6793 Grevenmacher, 15, route de Trèves à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

L'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide le remplacement des administrateurs actuels et leur accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de leurs mandats.

L'assemblée nomme trois nouveaux administrateurs, à savoir:

- a) Monsieur Usama Simon Raihani, docteur en physique, demeurant à I-58024 Massa Maritima (Italie),
 - b) Madame Christa Raihani, demeurant à I-58024 Massa Maritima, Loc. Fenice Capanne.
 - c) Monsieur Diderich Herzog, demeurant à F-83440 Callian, Ferme de Marestruc,
- Leur mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mil huit.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide le remplacement du commissaire aux comptes actuel et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat.

Est nommée nouveau commissaire aux comptes:

EUROPEAN AUDIT, S.à r.l., ayant son siège social à L-7390 Blaschette, 11, rue Hiel.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2008.

Cinquième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à nommer Monsieur Usama Simon Raihani, prénommé comme administrateur-délégué.

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de huit cents euros (EUR 800,-).

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Molina, S. Hennericy, G. Gebhard, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2002, vol. 15CS, fol. 62, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 janvier 2003.

P. Bettingen.

(09579/202/79) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2003.

ALTAMAR S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse.

Im Jahre zweitausendzwei, den zwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit dem Amtswohnsitze zu Niederanven.

Versammelten sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft ALTAMAR S.A., mit Sitz zu L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 24. März 2000, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 519 vom 20. Juli 2000.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Robert Mehrpahl, Kapitän, wohnhaft in Belvaux.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Fräulein Chantal Fondeur, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxembourg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn André Harpes, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxembourg.

Der Vorsitzende stellt unter der Zustimmung der Versammlung fest:

1. Die Aktionäre beziehungsweise deren bevollmächtigte Vertreter, sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Die Anwesenheitsliste, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt ebenso wie die von den Parteien und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichneten Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

1.- Erhöhung des Gesellschaftskapitals um zwei Millionen achthundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 2.825.000) um dasselbe von seinem jetzigen Stand von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-), auf zwei Millionen achthundertfünfundsiebzigtausend Euro (EUR 2.875.000,-) zu bringen sowie Zeichnung und Einzahlung der neuen Aktien.

2.- Beschluss betreffend den Verzicht der anderen Aktionäre auf ihr Vorzugszeichnungsprivileg.

3.- Änderung von Artikel 5 der Satzung.

4.- Verschiedenes.

Gemäss der Tagesordnung haben die Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital um einen Betrag von zwei Millionen achthundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 2.825.000,-) zu erhöhen, um dasselbe von seinem jetzigen Stand von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-), auf zwei Millionen achthundertfünfundsiebzigtausend Euro (EUR 2.875.000,-) zu bringen durch die Umwandlung des Gesellschafterguthabens von Herrn Martin Varsavsky, wohnhaft in Vereda de Los Chopos, 12, Alcobendas, Madrid (Spanien) und die Schaffung von 2.825 neuen Aktien.

Die neuen Aktien wurden ganz durch Herrn Martin Varsavsky, vorbenannt, eingezahlt und gezeichnet, so dass der Betrag von zwei Millionen achthundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 2.825.000,-) der Gesellschaft zur Verfügung steht.

Die Existenz des Gesellschafterguthabens ist bestätigt durch einen Prüfungsbericht ausgestellt durch den Wirtschaftsprüfer HRT, S.à r.l., mit Sitz zu L- 1258 Luxembourg, 32, rue J.-P. Basseur, zum 19 Dezember 2002.

Dessen Schlussfolgerung lautet wie folgt:

«1. l'apport est décrit de façon claire et nette,

2. le mode d'évaluation est approprié dans les circonstances,

3. la créance de EUR 2.825.000,- est certaine, liquide et exigible et peut être convertie pour augmenter le capital de ALTAMAR S.A. de ce montant, par l'émission de 2.825 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1.000,- chacune.»

Vorbezeichneter Bericht wird, nach gehöriger ne varietur Unterzeichnung durch die Parteien und den unterzeichneten Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleiben, um mit ihr formalisiert zu werden.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest, dass die anderen Aktionäre auf ihr bevorzugtes Zeichnungsrecht verzichtet haben.

Dritter Beschluss

Artikel 5 der Satzung erhält folgenden neuen Wortlaut:

«**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwei Millionen achthundertfünfundsiebzigtausend Euro (EUR 2.875.000,-) eingeteilt in zweitausendachthundertfünfundsiebzig (2.875) Aktien mit einem Nennwert von eintausend Euro (EUR 1.000,-).»

Alle Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefasst.

Kosten

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Kapitalerhöhung obliegen, werden auf zweiunddreissigtausend Euro (EUR 32.000,-) abgeschätzt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. Mehrpahl, C. Fondeur, A. Harpes, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2002, vol. 15CS, fol. 61, case 12. – Reçu 28.250 Euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Senningerberg, den 30. Januar 2003.

P. Bettingen.

(09939/202/73) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

ACTAR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 22.562.

L'an deux mille trois, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de ACTAR INTERNATIONAL S.A., R. C. S. Luxembourg B n° 22.562, avec siège social à Luxembourg.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg en date du 11 février 1985, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 81 du 20 mars 1985.

Les statuts furent modifiés plusieurs fois et en dernier lieu par acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen en date du 31 décembre 2002, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte à dix-sept heures trente sous la présidence de Monsieur Alberto Repossi, joaillier, demeurant à Monte-Carlo, Monaco.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Mohammed Diab, administrateur de société, demeurant à Vouvry, Suisse.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Nicolas Schaeffer, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

- 1) Création de deux classes d'actions «A» et «B» et affectation des 1.349 actions existantes à la classe «A».
- 2) Division du pair comptable des actions de la société par cent (100) et multiplication concomitante du nombre d'actions en circulation par 100, de sorte que le capital social est divisé en 134.900 actions dénommées «Actions de classe A» sans désignation de valeur nominale.
- 3) Augmentation de capital par apport en numéraires avec création de 440 actions de classe B avec renonciation par les actionnaires au droit de souscription préférentiel.
- 4) Décision d'émettre des obligations convertibles.
- 5) Refonte totale des statuts.
- 6) Reconstitution du Conseil d'Administration.

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions ordinaires qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varient par les personnes présentes et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte pour être enregistrés en même temps.

III.- Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions ordinaires représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de créer deux classes d'actions «A» et «B» et d'affecter les 1.349 actions existantes à la classe «A».

Deuxième résolution

L'assemblée décide de diviser le pair comptable des actions par cent (100) et de multiplier le nombre d'actions en circulation par cent (100), de sorte que le capital social est divisé en 134.900 actions de classe A sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de EUR 50.000,- par la création et l'émission de 440 Actions de classe B en contrepartie d'une contribution en numéraire pour le porter de son montant actuel de EUR 1.299.730,50, divisé en 134.900 actions de classe A, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées, à un montant de EUR 1.349.730,50, divisé en 134.900 actions de classe A, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées, et 440 actions de classe B, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées, les actions nouvelles ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes, à l'exception des droits et privilèges déterminés autrement, particulièrement dans les statuts qui seront adoptés ci-dessous.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constate que les actionnaires existants de la Société ont renoncé à leur droit préférentiel de souscrire les actions nouvellement émises.

Souscription - Paiement

Ensuite:

- VD CAPITAL LP, Société de droit de Jersey au capital de CHF 67.670.000,-, dont le siège social est au P.O. Box 641 - N 01 Seaton Place, St Helier, Jersey, enregistrée sous le numéro LP261,

ici représentée par son administrateur Monsieur Mohammed Diab, administrateur de société, avec pouvoir de signature unique,

déclare souscrire et libérer entièrement 396 actions nouvelles de classe B sans désignation de valeur nominale;

- Monsieur Mohammed Diab, administrateur de société, demeurant au Chemin des Pêcheurs, 11, CH-1896 Vouvry, Suisse,

déclare souscrire et libérer entièrement 44 actions nouvelles de classe B sans désignation de valeur nominale.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide d'accepter VD CAPITAL LP, prénommée, et Monsieur Mohammed Diab, prénommé, à la souscription des 440 actions nouvelles de classe B.

Les souscripteurs déclarent et l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires reconnaît que chaque action nouvelle a été libérée à 100%, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément, de sorte que la Société a à sa libre disposition la somme de EUR 50.000,-.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'émettre des obligations convertibles pour un montant de EUR 2.955.000,- dont les modalités font l'objet d'un procès-verbal séparé sous seing privé.

Cinquième résolution

L'assemblée décide ensuite de procéder à une refonte totale des statuts ainsi qu'il suit:

Art. 1^{er}. Entre les comparants et les personnes qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il existe une société anonyme qui sera régie par les lois sur les sociétés commerciales et sur les sociétés holding ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société existe sous la dénomination de ACTAR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La Société a pour objet la prise de participations et d'investissements sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par voie d'achat, de souscription ou de, toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, actions, parts sociales, obligations, créances, billets et autres valeurs mobilières de toutes espèces, sans que cette énumération ait un caractère limitatif.

La Société n'exercera pas d'activité industrielle ou commerciale et ne tiendra aucun établissement ouvert au public.

La Société pourra cependant participer à la création et au développement d'entreprises industrielles, commerciales et immobilières et leur prêter tous concours par des prêts, garanties ou de toute autre manière. La Société pourra pré-

ter ou emprunter avec ou sans garantie; toutefois les fonds ainsi empruntés pourront uniquement servir l'objet de la Société ou de ses filiales. La Société peut, dans cette finalité, émettre des obligations, convertibles ou non. D'une façon générale elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles l'accomplissement ou au développement de son objet, tout en restant dans les limites tracées par la loi modifiée du 31 juillet 1929 portant sur les sociétés holding.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 1.349.730,50 (un million trois cent quarante-neuf mille sept cent trente euros et cinquante cents), divisé en 134.900 actions de classe A, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées, et 440 actions de classe B, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

Les Actions de classe A et les Actions de classe B (collectivement les «Actions Ordinaires») sont et resteront nominatives. Elles auront les mêmes droits et privilèges, sous réserve de ce qui est prévu aux présents Statuts.

Lors de l'émission de nouvelles Actions Ordinaires, celles souscrites par les propriétaires d'Actions de classe A seront des Actions de classe A et celles souscrites par des propriétaires d'Actions de classe B seront des Actions de classe B. Les Actions Ordinaires seront numérotées en séquence, les Actions de classe A se voyant attribuer les premiers numéros disponibles, suivis par les numéros attribués aux Actions de classe B.

Le capital autorisé de la Société est fixé à EUR 5.304.730,50 (cinq millions trois cent quatre mille sept cent trente euros et cinquante cents).

Le capital autorisé ne peut être utilisé que pour l'émission d'actions nouvelles de classe B par conversion des Obligations convertibles émises par la Société.

Par conséquent, le Conseil d'Administration est autorisé et a le pouvoir de:

- augmenter le capital social, en une seule fois ou successivement, en émettant des actions ordinaires nouvelles de classe B par conversion des Obligations convertibles émises par la Société, les Actions de la classe B représentatives de l'intégralité du capital autorisé devant être émises au plus tard le 31 janvier 2009;

- Supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires lors de l'émission d'actions nouvelles de classe B;

Une telle autorisation est valable pendant une durée de cinq ans commençant à la date à laquelle le procès-verbal de la présente assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et elle peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires concernant les actions du capital autorisé qui, à une telle date, n'ont pas été émises par le Conseil d'Administration. Suite à chaque augmentation de capital, valablement actée suivant les lois applicables, le premier paragraphe de cet article devra être modifié en conséquence; lesdites modifications devront être actées par devant notaire à la demande du Conseil d'Administration ou par toute autre personne autorisée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Les droits et obligations attachés aux actions de chaque classe seront identiques sauf pour les droits et obligations définis autrement.

Art. 7. Les Actions Ordinaires sont librement cessibles entre actionnaires de la même classe.

Les Actions Ordinaires de chaque classe confèrent un droit de souscription préférentiel en cas d'émissions ultérieures d'Actions Ordinaires.

Tout rachat par la Société de ses propres Actions Ordinaires, toute revente et/ou toute annulation ultérieure se fera proportionnellement au nombre d'Actions Ordinaires émises dans chaque classe.

En cas de projet de transfert d'Actions Ordinaires au profit d'un tiers, l'actionnaire qui entend procéder au transfert («l'actionnaire cédant») offrira en priorité les Actions Ordinaires aux propriétaires d'Actions Ordinaires de la même classe qui auront le droit, en proportion de leur participation dans la société, d'acquérir tout ou partie des Actions Ordinaires ainsi offertes aux termes et conditions offerts par tout tiers disposé à les acquérir (ci-après «le droit de préemption 1»).

Les Actions Ordinaires qui n'auraient pas trouvé acquéreur auprès des actionnaires de la même classe devront être offertes mutatis mutandis aux actionnaires de l'autre classe (ci-après «le droit de préemption 2»).

Les Actions Ordinaires qui n'auraient pas trouvé acquéreur auprès des actionnaires de l'autre classe pourront être cédées au profit du tiers indiqué et devront l'être aux mêmes termes et conditions dans le mois du refus des actionnaires de l'autre classe de les acquérir.

Aucun transfert ne deviendra effectif à l'égard de la société et le Conseil d'Administration n'inscrira aucun transfert sur le registre des actionnaires, à moins que les droits de préemption qui s'appliquent en raison de cet article des Statuts n'aient été observés.

Tout transfert d'Actions Ordinaires devra obligatoirement suivre la procédure suivante, qui s'appliquera successivement au droit de préemption 1 et au droit de préemption 2.

Au cas où un actionnaire projeterait de procéder à un transfert d'Actions Ordinaires à un tiers, il devra notifier préalablement (ci-après «la notification initiale») aux autres actionnaires et à la société (en la personne du Président du Conseil d'Administration) le projet de transfert (ci-après désigné l'«Offre») avec les indications concernant les conditions et les engagements suivants:

- le nombre d'Actions Ordinaires concernés,
- le prix ou la valorisation retenu des Actions Ordinaires concernées,
- les modalités de paiement du prix et plus généralement toutes les conditions nécessaires à la bonne appréciation de l'Offre (complément de prix, garanties de passif, caution...),
- le délai de l'Offre,
- l'identité de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, de la ou des personnes physiques qui la contrôle / la représente,
- l'engagement inconditionnel écrit de l'acquéreur, comportant la garantie que le prix indiqué représente la totalité et la réalité du prix de l'Offre, d'acquérir la totalité des Actions Ordinaires présentées dans l'Offre.

A compter de la notification initiale de l'Offre à la société, l'actionnaire cédant sera valablement et régulièrement lié par les conditions de l'Offre pendant toute la durée de la procédure de préemption.

Chaque actionnaire aura un délai de trente (30) jours à compter de la notification de l'Offre ou tout autre délai supérieur tel que déterminé par le Conseil d'Administration sans que celui-ci puisse dépasser soixante (60) jours, pour notifier à la Société (en la personne du Président du Conseil d'Administration), à l'actionnaire cédant et aux autres actionnaires qu'il entend exercer son droit de préemption.

Chaque actionnaire pourra exercer son droit de préemption en proportion du nombre d'Actions Ordinaires qu'il détient dans sa classe, déduction faite des Actions Ordinaires offertes à préemption.

Chaque actionnaire devra également notifier à la Société (en la personne du Président du Conseil d'Administration) et aux autres actionnaires, dans, le délai de trente jours à compter de la notification de l'Offre, s'il souhaite exercer son droit de préemption pour un nombre d'Actions Ordinaires supérieur à celui auquel il a droit en vertu des dispositions du paragraphe précédant, en indiquant le nombre d'Actions Ordinaires souhaité.

Si le nombre total d'Actions Ordinaires que les actionnaires ont notifié vouloir acquérir, s'avère être supérieur au nombre d'Actions Ordinaires offertes à préemption, et faute d'accord entre les actionnaires sur la répartition desdites actions dans le délai de trente jours à compter de la notification de l'Offre, lesdites actions seront réparties entre les actionnaires au prorata du nombre d'Actions Ordinaires préemptées par chacun d'eux en application des dispositions qui précèdent et dans la limite de leur demande.

Dans les dix (10) jours à compter de l'expiration du délai de trente jours suivant la notification initiale de l'Offre, l'actionnaire cédant notifiera à la Société (en la personne du Président du Conseil d'Administration) et à chacun des Actionnaires ayant régulièrement exercé son droit de préemption, le nombre d'Actions Ordinaires qu'ils peuvent respectivement acquérir; la réalisation du transfert des Actions Ordinaires devant intervenir dans les soixante (60) jours de la notification initiale.

En l'absence de notification dans le délai de trente (30 jours) par un actionnaire souhaitant préempter des Actions Ordinaires, ou si l'ensemble des demandes de préemption, notifiées par les actionnaires, ne porte pas sur la totalité des Actions Ordinaires de l'Offre, ou en cas de non réalisation du transfert dans le délai de dix (10) jours susmentionné par les actionnaires ayant souhaité exercer leur droit de préemption, le transfert projeté peut être réalisé en faveur du tiers pendant un délai d'un (1) mois conformément aux conditions de l'Offre. A défaut de transfert des Actions Ordinaires dans ce délai, la procédure visée dans le présent article devra être renouvelée.

Art. 8. La participation des Actionnaires B dans la Société doit à tout moment être maintenue, tant en capital qu'en droit de vote, à hauteur du pourcentage qu'ils détiendront en considérant pour le calcul de la participation des Actionnaires B que les Obligations convertibles émises le 17 janvier 2003 soient converties.

En cas d'opération en capital de la Société, immédiate ou différée, sous quelque forme que ce soit (action, obligation remboursable, convertible ou non, bon de souscription d'actions échangeable, certificat d'investissement et/ou de droit de vote, warrant, option, bon ou droit préférentiel de souscription, d'attribution d'actions de la Société et de ses filiales présentes et futures, quelle qu'en soit l'origine, et plus généralement tout droit correspondant, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme ou potentiellement, à une quote-part du capital social et/ou permettant, directement ou indirectement, immédiatement, à terme ou potentiellement, l'exercice d'un droit de vote dans la Société, le cas échéant la filiale ou l'affiliée, ci-après «les Titres»), les Actionnaires B devront pouvoir exercer leur droit préférentiel de souscription à des conditions, notamment celles relatives au prix d'émission des Titres, identiques à celles auxquelles les Titres nouveaux seront émis de manière à pouvoir conserver leur quote-part dans le capital de la société.

A cet effet, les Actionnaires B se verront notifiés les caractéristiques de toute émission de Titres au moins soixante (60) jours avant la réunion de l'organe social compétent qui statuera sur cette émission.

Art. 9. Droits de «Tag-Along». Avant de céder des Actions de classe A à une personne autre qu'un actionnaire, le Cédant devra d'abord respecter la procédure suivante:

- le Cédant devra notifier par écrit aux propriétaires d'actions de classe B (les «Actionnaires Tag-Along») une telle proposition de cession, ainsi que les conditions applicables (y compris le prix auquel le Cédant propose de céder ses Actions Ordinaires);

- dans un délai de dix jours ouvrables à partir d'une telle notification, chaque Actionnaire Tag-Along devra notifier au Cédant s'il désire céder certaines de ses Actions Ordinaires. Si l'Actionnaire Tag-Along ne notifie pas une telle intention dans le délai de dix jours ouvrables, il sera considéré comme avoir renoncé à ses droits dans le cadre d'une telle cession conformément à cet article; et

- chaque Actionnaire Tag-Along qui notifie une telle intention au Cédant aura le droit de céder, au même prix par action et aux mêmes conditions que ceux applicables au Cédant, un nombre d'Actions Ordinaires, qui équivaut à la proportion du nombre d'Actions Ordinaires à être vendues par le Cédant à la ou les tierce(s) personne(s) concernée(s) par rapport à la détention globale d'Actions Ordinaires précédant une telle vente. Le Cédant devra faire le nécessaire pour qu'une telle vente soit réalisée.

Art. 10. Droits de «Drag-along». Si un tiers acquéreur indépendant (signifiant une personne qui est indépendante et qui n'agit pas pour le compte d'un actionnaire de la société ou de tout membre de leurs groupes respectifs et de toute personne agissant de concert avec l'une de ces personnes; un groupe signifie au moment donné et par rapport à une société, cette société et les sociétés et entreprises, autres que la société, dans laquelle une telle société (a) détient une majorité des droits de vote des actionnaires ou des membres; ou (b) a le droit de nommer ou de révoquer une majorité des membres de l'organe administratif, commercial ou de supervision et est en même temps actionnaire ou membre; ou (c) est un actionnaire ou membre et contrôle seul, conformément à un accord avec les autres actionnaires ou les membres de cette société, une majorité des droits de vote des actionnaires ou des membres dans cette société) fait avant le 31 décembre 2007 une offre pour l'intégralité des actions ordinaires émises et si cette offre a été acceptée

par écrit par des Actionnaires représentant au moins 50% des Actions Ordinaires émises par la Société, alors tous les Actionnaires déclarent accepter cette offre, sans préjudice du droit de préemption offert aux Actionnaires.

Art. 11. Si dans l'exécution des articles des présents statuts, un désaccord survient entre les Actionnaires sur le prix des Actions ordinaires dont le transfert est projeté, celui-ci sera fixé par deux experts nommés l'un par l'Actionnaire à l'origine du transfert et l'autre par les autres Actionnaires concernés, à l'initiative du plus diligent d'entre eux.

Chaque expert devra dans les quarante (40) jours de cette notification proposer à l'autre partie concernée un rapport qui ne sera soumis à aucune condition de forme mais devra obligatoirement indiquer la valeur des Actions ordinaires à transférer. Le prix unitaire des Actions ordinaires à transférer sera égal à cette valeur divisée par le nombre d'Actions ordinaires composant le capital de la société à la date du transfert.

Dans l'hypothèse où l'écart entre les estimations faites par les deux experts au sujet du prix par Action ordinaire à transférer est inférieur à 10%, les Actionnaires concernés retiendront la moyenne arithmétique des deux évaluations.

Dans l'hypothèse où l'écart entre les estimations arrêtées par les experts au sujet du prix par Actions Ordinaires à transférer est supérieur à 10%, les Actionnaires concernés nommeront un tiers expert.

Si dans un délai de quinze (15) jours un accord n'est pas obtenu sur le choix d'un tiers expert; il sera désigné par voie de justice à la requête de l'Actionnaire concerné le plus diligent.

Du jour de sa nomination, le tiers expert disposera d'un délai de trente (30) jours, sauf prorogation décidée d'un commun accord entre tous les Actionnaires concernés, pour exécuter sa mission et remettre son rapport simultanément à tous les Actionnaires concernés. Le tiers expert pourra consulter librement les deux autres experts, même indépendamment l'un de l'autre.

Ce rapport ne sera soumis à aucune condition de forme mais devra obligatoirement indiquer la valeur des Actions Ordinaires à transférer. Le prix unitaire des Actions Ordinaires à transférer sera égal à cette valeur divisée par le nombre d'Actions Ordinaires composant le capital social à la date du transfert.

Les Actionnaires concernés arrêteront le prix unitaire définitif par Action Ordinaire à transférer en choisissant la moyenne arithmétique de l'estimation faite par le tiers expert et l'estimation qui s'en rapproche le plus arrêtée par l'un des deux précédents experts.

Chaque Actionnaire concerné supportera les frais d'expertise de l'expert qu'il aura désigné; les frais d'expertise du tiers expert seront supportés à égalité entre les parties.

Les experts seront obligatoirement à choisir parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Art. 12. La Société est administrée par un conseil d'administration (ci-après le «Conseil d'Administration») composé de six (6) membres, actionnaires ou non (ci-après les «Administrateurs»). Tous les Administrateurs seront des personnes physiques.

Les Administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

La classe Actions Ordinaires de classe A aura le droit de proposer en vue de leur élection quatre Administrateurs (ci-après les «Administrateurs A») en soumettant une liste comprenant deux noms pour chaque poste à pourvoir.

La classe Actions Ordinaires de classe B aura le droit de proposer en vue de leur élection deux Administrateurs (ci-après les «Administrateurs B») en soumettant une liste comprenant deux noms pour chaque poste à pourvoir.

Une proposition de nomination d'une personne en tant qu'Administrateur sera désignée ci-après comme «Proposition».

Les Administrateurs A seront élus sur les Propositions soumises à l'Assemblée Générale sur base d'un procès-verbal d'une assemblée séparée des Actions de classe A et les Administrateurs B seront élus sur les Propositions soumises à l'Assemblée Générale sur base d'un procès-verbal d'une assemblée séparée des Actions de classe B. Il y aura un vote séparé pour chaque Administrateur: les Administrateurs seront élus à la majorité des Actions Ordinaires. Chaque proposition pour la nomination ou l'élection ou le remplacement d'un Administrateur fera l'objet d'un vote séparé.

Les Administrateurs pour lesquels aucune Proposition n'aura été soumise, pourront être proposés et élus par une majorité des Actions Ordinaires.

Les Administrateurs pourront être révoqués ou remplacés par un vote d'une majorité des Actions Ordinaires.

Art. 13. Le Conseil d'Administration choisit parmi les Administrateurs A un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs ou sur la demande de tout Administrateur B.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Toute décision du conseil, sauf celle expressément mentionnées dans les présents statuts, est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Les décisions suivantes du Conseil sont prises à la majorité cumulée des Administrateurs A et des Administrateurs B:

- établissement et approbation du budget et du plan de financement annuel,
- adoption de tous systèmes d'intéressement des dirigeants (autres que ceux étant administrateurs et ou actionnaires de la Société),
- changement des méthodes comptables ayant une influence significative, des procédures ou des principes de fonctionnement de toute filiale,
- prisé ou cession de bail des locaux,
- tout changement des raisons sociales des filiales.

En cas de désaccord, au niveau du Conseil d'Administration, entre la majorité des Administrateurs A et la majorité des Administrateurs B, les Administrateurs A et les Administrateurs B feront un constat de leur désaccord et désigneront chacun un conciliateur indépendant qui aura pour mission de les assister en vue de parvenir à un accord.

Les conciliateurs devront être désignés par les parties dans les huit (8) jours du constat de leur désaccord. Le Conseil d'Administration se réunira avec les conciliateurs ou l'un d'entre eux, si l'une des parties n'a pas désigné son conciliateur, pour poursuivre les discussions dans un délai maximum de trente (30) jours à partir de leur désignation ou de l'expiration du délai prévu pour leur désignation.

Durant ce processus de conciliation, les représentants de la Société dans ses sociétés filiales voteront dans le sens d'une prorogation des réunions des organes des sociétés filiales devant statuer sur le(s) point(s) faisant l'objet de la conciliation.

Les administrateurs ne pourront marquer un désaccord qu'en étant de bonne foi sans que cela constitue un abus de droit. Le désaccord devra être motivé par écrit en prenant argument de l'objectif des parties et du programme tel qu'ils auront été adoptés par la Société.

Les conciliateurs indépendants rempliront leur mission de conciliation en tenant compte de l'objectif des parties et du programme tel qu'ils auront été adoptés par la Société et formuleront leur recommandation par écrit.

Si malgré ce processus de conciliation, le désaccord entre les administrateurs A et les administrateurs B persiste au-delà du délai de trente (30) jours prévu ci-dessus, la décision des administrateurs A prévaudra.

La décision des administrateurs A qui prévaudra devra être prise de bonne foi, sans constituer un abus de droit, dans le respect de l'objectif des parties et du programme tel qu'ils auront été approuvés par la Société et en vue d'en faciliter la réalisation.

Lorsqu'un Administrateur est obligé de s'abstenir du vote en vertu de l'article 57 de la loi sur les sociétés commerciales, un administrateur de l'autre classe devra s'abstenir pareillement lors des Conseils reportés de sorte que le total des votes à émettre restera un nombre pair.

Pour toute autre décision, le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra également prendre des résolutions par voie de correspondance. Les propositions de résolutions circuleront parmi les membres du conseil d'administration et prendront effet dès qu'elles seront dûment signées par tous les administrateurs en fonctions.

Toutes les décisions du conseil autres que celles expressément mentionnées dans les présents statuts sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 14. Les copies ou extraits des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration dont production sera faite seront certifiés conformes par au moins deux administrateurs.

Art. 15. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un Administrateur B ou par la signature ou les signatures de toutes autres personnes de la société, y compris un administrateur-délégué à la gestion journalière qui sera à choisir parmi les Administrateurs A, mais seulement endéans les limites des pouvoirs conférés à ceux-ci par le Conseil d'administration qui statuera sur ces pouvoirs à la majorité cumulée des Administrateurs A et des Administrateurs B.

Art. 17. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leur rémunération et la durée du mandat qui ne pourra cependant dépasser six années.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes opérations de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leurs opérations avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Art. 18. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Elle se compose de tous les actionnaires qui ont le droit de voter moyennant observation des prescriptions légales et statutaires.

Ses décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Art. 19. Les assemblées d'une classe d'Actions ordinaires seront convoquées et délibéreront selon ce qui est prévu pour les Assemblées Générales, étant précisé que les convocations seront, au moment de leur envoi, également adressées en copie par écrit, par câble, télex ou télécopieur.

Art. 20. Sous réserve de toute exigence supplémentaire quant au quorum, prévu par la loi, le quorum de toute Assemblée Générale comportera la présence ou la représentation d'Actions Ordinaires de chaque classe.

Art. 21. A défaut de quorum, une nouvelle Assemblée Générale sera convoquée de suite avec le même ordre du jour par convocations données huit jours avant la date de la réunion, lors de laquelle aucun quorum ne sera plus requis.

Art. 22. Les décisions de l'Assemblée Générale (sauf dans les cas où une majorité plus élevée est requise par la loi) sont adoptées à la majorité simple des Actions Ordinaires, à l'exception des points suivants pour lesquels la majorité simple ou requise par la loi est requise dans chaque classe d'actions:

- toute augmentation de capital ou affectation des résultats ou toute modification statutaire,
- négociation d'emprunts ou de lignes de crédit non prévues dans le plan de financement annuel,
- octroi de toutes garanties autres que celles prévues dans le plan de financement annuel,
- cession et/ou acquisition, location et/ou mise en gage, apport de tout actif ayant une valeur supérieure à EUR 75.000,-,
- mise en gage des actions de l'une des filiales de la société,
- cession et/ou acquisition de toute participation dans toute société sous quelque forme que ce soit, création et/ou cession de toute filiale, création de joint-venture,
- les opérations de disposition et/ou de mutation concernant les marques.

Art. 23. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième jeudi du mois de juin à dix heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié légal, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit à la même heure.

Art. 24. Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal qui est signé par les membres du bureau de l'assemblée.

Les extraits qui en sont délivrés sont certifiés conformes par deux administrateurs.

Art. 25. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 26. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes avec l'approbation du commissaire aux comptes et en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 27. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leur rémunération.

Sixième résolution

Conformément à la refonte des statuts telle que prise à la cinquième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de:

- procéder à la reconstitution entière du Conseil d'Administration;
- nommer six administrateurs pour entrée en fonction immédiate dont la répartition se fait comme suit:

Comme Administrateurs A, au nombre de quatre, sont nommés:

- Monsieur Alberto Repossi, joaillier, né le 15 juin 1951 à Turin, Italie, avec adresse professionnelle à MC-98000 Monte-Carlo, Monaco, Square Beaumarchais;
- Madame Angela Giove épouse Repossi, joaillier, née le 12 mai 1951 à Turin, Italie, avec adresse professionnelle à MC-98000 Monte Carlo, Monaco, Square Beaumarchais;
- Monsieur Vito Giove, administrateur de société, né le 16 juin 1947 à Turin, Italie, avec adresse professionnelle à Scioize - Turin, Italie, Piazza Vittorio Veneto, 8;
- Monsieur Filippo Giove, administrateur de société, né le 2 juillet 1955 à Turin, Italie, avec adresse professionnelle à Turin, Italie, Strada del Mainezo, 13.

Comme Administrateurs B, au nombre de deux, sont nommés:

- Monsieur Jacques Berger, expert-comptable, né le 14 octobre 1955 à Grosshöchstetten, Suisse, demeurant au 8, Chemin du Point du Jour, CH-1110 Morges, Suisse;
- Monsieur Mohammed Diab, administrateur de société, né le 25 avril 1955 à Vouvry, Suisse, demeurant au Chemin des Pêcheurs, 11, CH-1896 Vouvry, Suisse.

Lesdits mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale de 2008.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à dix-huit heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Repossi, M. Diab, N. Schaeffer, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 2003, vol. 16CS, fol. 54, case 2. – Reçu 500 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2003.

A. Schwachtgen.

(09945/230/410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1988, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02717, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003560.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1989, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02715, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003564.2/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1990, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02713, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003567.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1991, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02710, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003568.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1992 enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02709, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003572.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02707, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003574.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02706, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003581.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02704, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003582.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02702, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003594.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02699, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003596.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02698, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003598.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

**ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 8.645.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02696, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour ICCI, INTERNATIONAL CHEMICAL AND COSMETIC INVESTMENT COMPANY

Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(003599.3/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

NEWDAY LOGISTICS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8055 Bertrange, 166, rue de Dippach.
R. C. Luxembourg B 85.004.

L'an deux mille trois, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme NEWDAY LOGISTICS S.A., (R. C. B N° 85.004), avec siège social à L-8055 Bertrange, 166, rue de Dippach, constituée suivant acte notarié du 3 décembre 2001, publié au Mémorial C de 2002 page 25.814.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 28 juin 2002, en voie de publication.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Timothy Newman, indépendant, demeurant à Huncherange.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire: Madame Nadia Pierotti, femme au foyer.

L'assemblée élit comme scrutateur: Monsieur Roland Mariani, commerçant, demeurant à Differdange.

Monsieur le Président expose ensuite:

Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la société de trente et un mille euros (EUR 31.000.-), sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour conçu comme ci-dessous.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires ou de leurs mandataires, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

Changement de l'article 12 des statuts.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et après en avoir délibéré, a pris la résolution suivante à l'unanimité des voix:

Résolution

L'assemblée générale décide de changer l'article 12 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 12. La société est valablement engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs, dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué.

Le conseil d'administration est actuellement composé comme suit:

1) Monsieur Roland Mariani, préqualifié, (administrateur-délégué)

2) Madame Nadia Pierotti, préqualifié, (administrateur)

3) Monsieur Tim Newman, préqualifié, (administrateur).

Leur mandat expire lors de l'assemblée générale 2006.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société pour le présent acte sont estimés à cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus de Nous, Notaire, par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: T. Newman, N. Pierotti, R. Mariani, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 2003, vol. 884, fol. 79, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 23 janvier 2003.

G. d'Huart.

(10179/207/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

DIMENSION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 79.795.

EXTRAIT

Il résulte d'un courrier envoyé à la société DIMENSION, S.à r.l. en date du 20 février 2003 que le siège de la société a été dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2003, réf LSO-AB03586. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003147.2/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

BINIAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 81.412.

L'an deux mille deux, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BINIAN S.A., ayant son siège social à Luxembourg, R. C. Luxembourg section B numéro 81.412, constituée suivant acte reçu le 14 mars 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 45385; dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Monsieur Lee Hausman, employé privé, demeurant à Rombach (Luxembourg),

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Alexandre Bardot, employé privé, demeurant à Luxembourg,

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Patrick Moinet, employé privé demeurant à Rulles (Belgique).

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 10.000 (dix mille) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 310.000,- (trois cent dix mille Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 50.000,- (cinquante mille Euros) à EUR 360.000,- (trois cent soixante mille Euros) par l'émission de 62.000 (soixante-deux mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 5,- (cinq Euros) chacune, par apport en numéraire.

2.- Libération intégrale du montant de l'augmentation de capital,

3.- Modification afférente de l'article cinq des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 310.000,- (trois cent dix mille Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 50.000,- (cinquante mille Euros) à EUR 360.000,- (trois cent soixante mille Euros), par l'émission de 62.000 (soixante-deux mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 5,- (cinq Euros) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'admettre à la souscription des soixante-deux mille actions nouvelles:

a) Monsieur Raphaël Harari, résidant à Genève (Suisse), pour trente et un mille actions;

b) Monsieur Gabriel Harari, résidant à Collonge-Bellerive (Suisse), pour trente et un mille actions;

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite Monsieur Raphaël Harari, et Monsieur Gabriel Harari prénommés, représentés par Monsieur Lee Hausman, employé privé, demeurant à Rombach (Luxembourg), agissant aux présentes en vertu de deux procurations, respectivement en date à Genève (Suisse) du xxx, et en date à Collonge-Bellerive (Suisse) du xxx, signées ne varietur par le comparant et le notaire soussignés et demeurées annexées aux présentes après mention;

ont déclaré souscrire aux 62.000 (soixante-deux mille) actions nouvelles, chacun le nombre pour lequel il a été admis, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 310.000,- (trois cent dix mille Euros), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit et libéré est fixé à EUR 360.000,- (trois cent soixante mille Euros), représenté par 72.000 (soixante-douze mille) actions de EUR 5,- (cinq Euros) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 5.600,- Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: L. Hausman, A. Bardot, P. Moinet, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2002, vol. 138S, fol. 9, case 7. – Reçu 3.100 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2003.

J. Elvinger.

(10324/211/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

BINIAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50.

R. C. Luxembourg B 81.412.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(10325/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

TYProduction, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the seventeenth of January.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, acting on behalf of Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster, actually prevented, who will keep the original of the present deed.

Appeared:

Mrs Yasuyo Hirai, independant, residing at L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.

This appearing party requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a limited liability company, («société à responsabilité limitée»), as follows:

Chapter I.- Purpose - Name - Duration

Art. 1. A corporation is established between the actual share owner and all those who may become owners in the future, in the form of a limited liability company, («société à responsabilité limitée»), which will be ruled by the concerning laws and the present articles of incorporation.

Art. 2. The company's object is the exploitation of a travel and general business agency.

The company can contract loans, with or without guarantee, and to stand security for other persons or companies.

The company may undertake all commercial, personal property, real estate and financial operations related directly or indirectly to the above mentioned activities or which may facilitate their realization.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited duration.

Art. 4. The corporation shall take the name of TYProduction, S.à r.l.

Art. 5. The registered office shall be at Luxembourg.

The corporation may open branches in other countries.

It may, by a simple decision of the associates, be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Chapter II.- Corporate Capital - Shares

Art. 6. The company's capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by one hundred (100) shares of a par value of one hundred and twenty-five Euros (EUR 125.-) each, all entirely subscribed and fully paid up in cash.

The shares have been subscribed by Mrs Yasuyo Hirai, independant, residing at L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.

All the shares have been totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the corporation and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Art. 7. The shares shall be freely transferable between associates. They can only be transferred inter vivos or upon death to non-associates with the unanimous approval of all the associates.

In this case the remaining associates have a pre-emption right.

They must use this pre-emption right within thirty days from the date of refusal to transfer the shares to a non-associate person.

In case of use of this pre-emption right the value of the shares shall be determined pursuant to par. 6 and 7 of article 189 of the Company law.

Art. 8. Death, state of minority declared by the court, bankruptcy or insolvency of an associate do not affect the corporation.

Art. 9. Creditors, beneficiaries or heirs shall not be allowed for whatever reason to place the assets and documents of the corporation under seal, nor to interfere with its management; in order to exercise their rights they will refer to the values established by the last balance-sheet and inventory of the corporation.

Chapter III.- Management

Art. 10. The corporation shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders, nominated and subject to removal at any moment by the general meeting which determines their powers and compensations.

Art. 11. Each associate, without consideration to the number of shares he holds, may participate to the collective decisions; each associate has as many votes as shares. Any associate may be represented at general meetings by a special proxy holder.

Art. 12. Collective resolutions shall be taken only if adopted by associates representing more than half of the corporate capital.

Collective resolutions amending the articles of incorporation must be approved by the votes representing three quarters (3/4) of the corporate capital.

Art. 13. In case that the corporation consists of only one share owner, the powers assigned to the general meeting are exercised by the sole shareholder.

Resolutions taken by the sole shareholder in virtue of these attributions must be mentioned in a protocol or taken in written form.

Contracts concluded between the sole shareholder and the company represented by the sole shareholder must also be mentioned in a protocol or be established in written form.

This disposition is not applicable for current operations made under normal conditions.

Art. 14. The managers in said capacity do not engage their personal liability concerning by the obligation they take regularly in the name of the corporation; as pure proxies they are only liable for the execution of their mandate.

Art. 15. Part of the available profit may be assigned as a premium in favour of the managers by a decision of the shareholders.

Art. 16. The fiscal year shall begin on the 1st of January and terminate on the 31st of December.

Chapter IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 17. In case of dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may not be shareholders and shall be nominated by the associates who shall determine their powers and compensations.

Chapter V.- General Stipulations

Art. 18. All issues not referred to in these articles, shall be governed by the concerning legal regulations.

Special Dispositions

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate on the 31st of December 2003.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at seven hundred and thirty Euros.

Decisions of the sole share owner

Immediately after the incorporation of the company, the above-named share owner took the following resolutions:

- 1.- The registered office is established in L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.
- 2.- Is appointed as managing director:
 - Mrs Yasuyo Hirai, independant, residing at L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch
- 3.- The corporation will be validly bound by the sole signature of the managing director.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

A comparu:

Madame Yasuyo Hirai, indépendante, demeurant à L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

Titre I^{er}.- Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une agence de voyages et d'affaires.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société prend la dénomination de TYProduction, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

La société peut ouvrir des succursales dans d'autres pays.

Le siège pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces.

Les parts sociales ont été souscrites par Madame Yasuyo Hirai, indépendante, demeurant à L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption.

Ils doivent l'exercer endéans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III.- Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2003.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à environ sept cent trente euros.

Décisions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associée unique a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.

2.- Est désignée comme gérante de la société:

Madame Yasuyo Hirai, indépendante, demeurant à L-1937 Luxembourg, 3, rue Auguste Liesch.

3.- La société est valablement engagée par la signature individuelle de la gérante.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

Dont acte Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Y. Hirai, J. Elvinger.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 janvier 2003, vol. 521, fol. 40, case 7. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 janvier 2003.

J. Seckler.

(10338/231/189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

PROCESS-IT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

STATUTS

L'an deux mille trois, le dix janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Gernot Kos, expert comptable, demeurant à L-5335 Moutfort, 14, Soibelwee.

2.- Monsieur Thierry Hellers, expert comptable, demeurant à L-2134 Luxembourg, 52-54, rue Charles Martel.

Les deux comparants sont ici représentés par Monsieur Christian Dostert, employé privé, demeurant à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées.

Les prédictes procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de PROCESS-IT S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet des activités de conseil, de développement de logiciels, la commercialisation et l'installation de matériels et de logiciels, l'importation et l'exportation de matériels et de logiciels ou de technologies relatives à l'informatique, à l'automatisation des traitements de l'information, à la robotique et à la domotique ou l'automatisation de la production.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, civiles, et financières qui se rattachent à cet objet ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-), divisé en mille (1.000) actions de cent cinquante euros (EUR 150,-) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou télex.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes, ou par la signature conjointe de tous les administrateurs de la société.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième mercredi du mois de juillet à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 15. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2003.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2004.

Souscription et Libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- Monsieur Gernot Kos, expert comptable, demeurant à L-5335 Moutfort, 14, Soibelwee, cinq cents actions,	500
2.- Monsieur Thierry Hellers, expert comptable, demeurant à L-2134 Luxembourg, 52-54, rue Charles Martel, cinq cents actions,	500
Total: mille actions,	1.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de deux mille cinq cent cinquante euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Olivier Stas, informaticien, demeurant à B-6717 Attert, 51, rue de Rédange, (Belgique).
 - b) Monsieur Marc Sellette, informaticien, demeurant à B-6800 Libramont, 13, rue Blanche, (Belgique).
 - c) Monsieur Emmanuel Kirch, informaticien, demeurant à F-57690 Creange, 85, rue de Normandie, (France).
- 3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - La société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES, S.à r.l., avec siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2009.
- 5.- Le siège social est établi à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
- 6.- Faisant usage de la faculté offerte par l'article huit (8) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Monsieur Olivier Stas, préqualifié, lequel pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualités, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Dostert, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 janvier 2003, vol. 521, fol. 38, case 8. – Reçu 1.500 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 janvier 2003.

J. Seckler.

(10341/231/126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

LA BUANDERIE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

STATUTS

L'an deux mille trois, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Christophe Haller, architecte, demeurant à F-57400 Langatte, 24, rue de Sarrebourg, (France).
- 2.- Monsieur Bernard Vogel, infirmier, demeurant à F-57400 Langatte, 24, rue de Sarrebourg, (France).

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre 1^{er}: Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de LA BUANDERIE S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège à l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'exploitation de sauna, hammam, jacuzzi et toutes activités dans le domaine de la relaxation et de la détente.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société pourra en outre faire toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Titre II: Capital, actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

Titre III: Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut dépasser six ans, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désignent un remplaçant temporaire. Dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tout acte d'administration et de disposition qui rentre dans l'objet social. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes, ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un administrateur de la société.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV: Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six ans.

Titre V: Assemblée Générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social, ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations par le conseil d'administration, le troisième jeudi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI: Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII: Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII: Dispositions Générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties s'en réfèrent et s'en soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et de leurs lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2003.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2004.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- Monsieur Christophe Haller, architecte, demeurant à F-57400 Langatte, 24, rue de Sarrebourg, (France), cinq cents actions,	500
2.- Monsieur Bernard Vogel, infirmier, demeurant à F-57400 Langatte, 24, rue de Sarrebourg, (France), cinq cents actions,	500
Total: mille actions,	1.000

Les actions ont été libérées en numéraire à raison de cinquante pour cent (50%) de sorte que la somme de quinze mille cinq cents (EUR 15.500,-) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cent trente euros.

Réunion en Assemblée Générale Extraordinaire

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarant se réunir à l'instant en assemblée générale extraordinaire, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois est celui des commissaires aux comptes à un:
- 2.- Sont nommés administrateurs pour six ans:
 - a) Monsieur Christophe Haller, architecte, demeurant à F-57400 Langatte, 24, rue de Sarrebourg, (France).
 - b) Monsieur Bernard Vogel, infirmier, demeurant à F-57400 Langatte, 24, rue de Sarrebourg, (France).
 - c) La société anonyme FINANCES & TECHNOLOGIES HOLDING S.A., ayant son siège social à L-3378 Livange Z.I. Centre d'Affaires «Le 2000».
- 3.- Est nommé commissaire aux comptes pour une durée de six ans:
 - Monsieur Pascal Bonnet, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-8077 Bertrange, 83, rue de Luxembourg.
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale de l'année 2009.
- 5.- Le siège social de la société est fixé à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
- 6.- Faisant usage de la faculté offerte par l'article dix (10) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Monsieur Christophe Haller, préqualifié, lequel pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus de nous notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, tous signés avec nous notaire le présent acte

Signé: C. Haller, B. Vogel, J. Elvinger.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 janvier 2003, vol. 521, fol. 39, case 5. – Reçu 310 euros.

Le Releveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 janvier 2003.

J. Elvinger.

(10343/231/135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

COURTAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 37.262.

Le bilan au 30 septembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 20 février 2003, réf. LSO-AB03164, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(003138.2/689/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

SHOWTIME INT., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1342 Luxembourg, 95, rue de Clausen.

L'an deux mille trois, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

Ont comparu:

1.- Roy Poutsy, indépendant, demeurant à L-1342 Luxembourg-Clausen; 95, rue de Clausen;

2.- Francisca Elting, indépendant, demeurant, à L-2728 Luxembourg-Clausen, 5A, rue Jules Wilhelm.

Les comparants déclarent être les seuls et uniques associés de SHOWTIME INT., S.à r.l., L-2728 Luxembourg-Clausen, 11, rue Jules Wilhelm, constituée suivant acte Frank Molitor de Dudelange en date du 27 septembre 2002.

Le capital social est fixé à vingt-cinq mille (EUR 25.000,-) euros, représenté par mille (1.000) parts sociales de vingt-cinq (EUR 25,-) euros chacune.

D'abord, Francisca Elting

a) cède ses trois cent trente deux (332) parts à Roy Poutsy pour le prix de huit mille trois cents (EUR 8.300,-) euros. Ce prix a été payé dès avant la signature et hors la présence du notaire. Ce dont quittance et titre. L'entrée en jouissance est immédiate.

b) démissionne avec effet immédiat de sa fonction de gérant. Ensuite Roy Poutsy accepte au nom de la Société ces cession de parts respectivement démission et accorde décharge.

Puis, Roy Poutsy se nomme gérant pour une durée illimitée de la Société laquelle peut être engagée par sa seule signature. Finalement, Roy Poutsy

a) transfère le siège de la Société de L-2728 Luxembourg-Clausen, 11, rue Jules Wilhelm à L-1342 Luxembourg-Clausen, 95, rue de Clausen.

b) complète l'objet social en y incluant l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques de sorte que l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques, l'organisation de concerts, de jeux de cirque et de jonglage, de festivals musicaux et culturels ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

c) supprime les alinéas trois et quatre de l'article 6 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Poutsy, F. Elting, F. Molitor.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 janvier 2003, vol. 873, fol. 99, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 30 janvier 2003.

F. Molitor.

(10344/223/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

SHOWTIME INT., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1342 Luxembourg, 95, rue de Clausen.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(10346/223/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

DERMAL S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 87.419.

Constituée par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg en date du 6 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Le contrat de domiciliation à durée indéterminée conclu entre la société et Maître Camille Bal, avocate à la Cour, est dénoncée avec effet immédiat par ce domiciliataire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

pour Me Camille Bal, empêchée

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2003, réf. LSO-AB03578, - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003149.2/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

M.P.R. LUX S.A., MARKETING - PUBLICITE - REGIE LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 91.709.

STATUTS

L'an deux mille trois, le quatre février.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Ont comparu:

1.- Monsieur Franck Beckius, commerçant, né à Metz (France), le 4 novembre 1961, demeurant à F-57950 Montigny-les-Metz, 266, rue de Pont-à-Mousson,

2.- Madame Christiane Kieffer, épouse de Monsieur Franck Beckius, secrétaire, née à Metz, le 16 octobre 1956, demeurant à F-57000 Metz, 46B, rue de l'Aubépine,

ici représentée par Monsieur Franck Beckius, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 30 janvier 2003,

3.- Monsieur Florent Neu, employé de banque, né à Metz, le 13 octobre 1978, demeurant à F-57950 Montigny-les-Metz, 24bis, rue de l'Hôtel de Ville,

ici représenté par Monsieur Franck Beckius, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 30 janvier 2003.

Les procurations prémentionnées, paraphées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec celui-ci.

Lesdits comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est constitué une société anonyme sous la dénomination de MARKETING - PUBLICITE - REGIE LUXEMBOURG S.A. en abrégé M.P.R. LUX S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Bertrange.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet social la communication, le marketing, la conception, la réalisation de tous supports de communication traditionnels et N.T.I.C. (nouvelles technologies de l'information et de la communication).

La société pourra accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société pourra exercer son activité tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres ou brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ses affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital autorisé est fixé à cent cinquante cinq mille euros (EUR 155.000,-), représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 15 ci-après.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication du présent acte au Mémorial, Recueil Spécial, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est encore autorisé expressément dans le cadre du capital autorisé, à recevoir à titre de libération des actions nouvellement souscrites en

dehors des apports en numéraire, des apports en nature, tels que des titres, des créances. Le conseil est encore autorisé dans le cadre du capital autorisé, à utiliser les bénéfices réservés ou reportés en vue de leur incorporation au capital. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

La société peut dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Les administrateurs seront nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou par tous autres moyens de communication qu'ils admettront comme valables.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois, l'assemblée générale faisant suite à la constitution de la société peut nommer directement un ou plusieurs administrateurs-délégués.

La société se trouve engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de chaque administrateur-délégué.

Art. 10. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année Sociale - Assemblée Générale

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion, tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Art. 13. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les assemblées autres que l'assemblée générale annuelle pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Art. 14. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de juin à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille trois.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille quatre.

Souscription et Libération

Les comparants ont souscrit les actions comme suit:

1.- Madame Christiane Beckius-Kieffer, prénommée, huit cent actions	800
2.- Monsieur Franck Beckius, prénommé, cent actions	100
3.- Monsieur Florent Neu, prénommé, cent actions	100
Total: mille actions	1.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire qui le constate.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil Neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, et représentés comme dits, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Franck Beckius, prénommé,
 - b) Madame Christiane Beckius-Kieffer, prénommée,
 - c) Monsieur Florent Neu, prénommé.
3. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes: la société ARTEFACTO S.A., établie et ayant son siège social à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Dr. Charles Marx.
4. L'adresse de la société est fixée à L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.
5. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en deux mille huit.
6. Faisant usage de la faculté offerte par l'article Neuf (9) des statuts, l'assemblée décide de nommer deux administrateurs-délégués de la société, à savoir Monsieur Franck Beckius et Monsieur Florent Neu, préqualifiés, lesquels sont habilités individuellement à engager la société sous leur signature isolément, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris pour toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état civil et résidence, les comparants ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Beckius, E. Schlessner.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2003, vol. 15CS, fol. 99, case 2. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2003.

E. Schlessner.

(003763.4/227/172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

AIR TECHNOLOGY LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 3-5, rue d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 67.519.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 21 février 2003, réf. LSO-AB03368, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 24 février 2003.

Signature.

(003652.1/578/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

PALENA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 26.667.

EXTRAIT

Le siège de la société a été transféré au 39, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2003.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2003, réf. LSO-AB01122. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003163.2/304/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

AVENUE DE WOLVENDAEL 61 HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 30.928.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 30 septembre 2002 que:

FIDEI REVISION, Société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 50, Val Fleuri à L-1526 Luxembourg a été nommée commissaire aux comptes en remplacement de CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., démissionnaire.

Le nouveau commissaire aux comptes terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02865. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003264.4/727/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

DUFERCO INDUSTRIAL INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 49.308.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 27 janvier 2003 que:

Monsieur Libert Froidmont, demeurant à 12, rue du Pirl à B-5561 Vêves / Celles Lez Dinant a démissionné de sa fonction d'administrateur de la société DUFERCO INDUSTRIAL INVESTMENT S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02870. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003265.4/727/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

ORIZZONTI PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 73.604.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 janvier 2003 que:

CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION, S.à r.l., démissionnaire.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02876. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003270.4/727/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

PAFIN PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 73.645.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 janvier 2003 que:
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION, S.à r.l., démissionnaire.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02877. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003272.4/727/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

STAMPALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 61.666.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 janvier 2003 que:
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION, Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 3 février 2003.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02878. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003274.4/727/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

P. CORPORATE INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 75.613.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 janvier 2003 que:
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION, S.à r.l., démissionnaire.

Luxembourg, le 4 février 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02882. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003278.4/727/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

SOGESAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 58.558.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale des Associés tenue en date du 21 janvier 2003

Transfert de siège social:

Par une Assemblée Générale des Associés tenue en date du 21 janvier 2003, les Associés ont décidé de transférer le siège social de la société SOGESAL, S.à r.l. du 52, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg au 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg, à compter du 1^{er} janvier 2003.

Luxembourg, le 21 janvier 2003.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2003, réf. LSO-AB03066. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003648.4/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

SOFIPA S.A., SOCIETE DE FINANCEMENT ET DE PARTICIPATION, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 59.127.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 6 juin 2002 à 8.00 heures que:

- Monsieur Mahamoud Malouki, commerçant, demeurant à Iner Timokten Adrar, et Madame Vanessa De Mesas Jurado, commerçante demeurant à Colon-2, Montcada I Reixach ont été nommés administrateurs en remplacement de Monsieur Mohamed Tefridj administrateur et administrateur-délégué et Madame Isabelle Khawam, administrateur.

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration du 6 juin 2002 à 14.00 heures que:

- Monsieur Abdelmalik Malouki, industriel, demeurant à Lomé, B.P. 9093 (République Togolaise) a été nommé administrateur-délégué.

Luxembourg, le 28 janvier 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2003, vol. 579, fol. 76, case 8.— Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(003260.4/727/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

PRAINE MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 80.417.

RECTIFICATIF*Extrait*

Il y a lieu de lire:

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 21 février 2002 que la devise d'expression du capital social a été convertie en euros et ce avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002; et que le capital social a été augmenté.

En conséquence, le capital souscrit de EUR 239.700,- sera représenté par 200 actions sans désignation de valeur nominale.

L'article 5 des statuts sera modifié en conséquence.

Luxembourg, le 10 février 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Au lieu de:

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 21 février 2002 que la devise d'expression du capital social a été convertie en euros et ce avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2001; et que le capital social a été augmenté.

En conséquence, le capital souscrit de EUR 239.700,- sera représenté par 200 actions sans désignation de valeur nominale.

L'article 5 des statuts sera modifié en conséquence.

Luxembourg, le 30 mai 2002.

Pour extrait conforme

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02883. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003280.2/727/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

CAROCAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 64.601.

Le bilan au 30 juin 2002, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02508, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

CAROCAR S.A.

Signatures

Administrateurs

(003518.3/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

GETINGE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-8399 Steinfort, 611, route des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 68.898.

In the year two thousand and two, on the 31 December 2002.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of GETINGE LUXEMBOURG, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», having its registered office at 611 rue des Trois Cantons, L-8399 Steinfort, incorporated by a notarial deed enacted on 5 March 1999, registered at the Luxembourg trade register section B, 68.898, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 401 dated 2 juin 1999.

The meeting is presided by Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholder present or represented and the number of shares held by it are shown on an attendance list. That list and proxy, signed by the appearing person and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 345,035 (three hundred forty five thousand shares and thirty five) shares, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholder has been duly informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Increase of the corporate capital by an amount of EUR 907.56 (nine hundred seven Euros and fifty six cents) so as to raise it from its current amount of EUR 156,570,056.80 (one hundred fifty six million five hundred seventy thousand five hundred six Euros and eighty cents) to EUR 156,570,964.30 (one hundred fifty six million five hundred seventy thousand nine hundred sixty four Euros and thirty cents) by the issue of 2 (two) new shares with a nominal value of EUR 453.78 (four hundred fifty three Euros and seventy eight cents) each, subject to a payment of a share premium amounting globally to EUR 98,499,092.44 (ninety eight million four hundred ninety nine thousand ninety two Euros and forty four cents);

2.- Subscription and payment of all the 2 (two) new shares by a contribution in kind consisting of 1,000 (one thousand) shares of ARJO HOLDING AB, a company incorporated under the Swedish law and having its registered office at c/o Getinge AB, Box 69, 310 44 Getinge, Sweden;

3.- Acceptance by the managers of the Company;

4.- Amendment of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the existing shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to increase the capital of the Company by an amount of EUR 907.56 (nine hundred seven Euros and fifty six cents) so as to raise it from its current amount of EUR 156,570,056.80 (one hundred fifty six million five hundred seventy thousand five hundred six Euros eighty cents) to EUR 156,570,964.20 (one hundred fifty six million five hundred seventy thousand nine hundred sixty four Euros twenty cents) by the issue of 2 (two) new shares with a nominal value of EUR 453.78 (four hundred fifty three Euros seventy eight cents) each, subject to a payment of a share premium amounting globally to EUR 98,499,092.44 (ninety eight million four hundred ninety nine thousand ninety two Euros forty four cents), the whole to be fully paid up through a contribution in kind consisting in 1,000 (one thousand) shares of ARJO HOLDING AB (Arjo Holding), a company incorporated under the Swedish Law and having its registered office at c/o Getinge AB, Box 69, 310 44 Getinge, Sweden.

Second resolution

It is resolved to accept the subscription of the 2 (two) shares referred to above.

Subscription - Share Premium - Payment

GETINGE ARJO HOLDING NETHERLANDS BV (Getinge Arjo Holding), through its proxyholder, declared to subscribe to the 2 (two) new shares. The issue of these shares is also subject to the payment of a share premium amounting to EUR 98,499,092.44 (ninety eight million four hundred ninety nine thousand ninety two Euros forty four cents), to be allocated as follows:

- EUR 98,499,001.69 (EUR ninety eight million four hundred ninety nine Euros sixty nine cents) to a distributable item of the balance sheet;

- EUR 90,756.- (ninety Euros seven hundred fifty six cents) to an undistributable item of the balance sheet as allocation to the legal reserve.

The shares as well as the share premium have been fully paid up through a contribution in kind consisting in shares as defined in Article 4-2 the law of December 29, 1971, as modified by the law of December 3, 1986, which provides for capital duty exemption.

Description of the contribution

The contribution made by GETINGE ARJO HOLDING against the issuance of shares in the Company, is composed of 1,000 (one thousand) shares with a par value of SEK 100.- (hundred Swedish Kronor) each, of ARJO HOLDING, representing 100 % (hundred percent) of all its issued shares.

Evaluation

The value of this contribution in kind is 98,500,000.- (ninety eight million five hundred thousand Euros).

Such contribution has been valued by the managers of the Company, pursuant to a statement of contribution value, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary by producing a copy of the shareholder's register of ARJO HOLDING, attesting the current number of shares and their current ownership in favour of GETINGE ARJO HOLDING.

Effective implementation of the contribution

GETINGE ARJO HOLDING, sole shareholder and contributor represented as stated here-above, expressly declares that:

- the shares are in registered form and are fully paid up;
- it is the due owner of the shares;
- the shares are free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;
- the shares are not the object of a dispute or claim;
- the shares are freely transferable, with all the rights attached thereto;
- ARJO HOLDING is duly created and validly existing under the Swedish law; and
- ARJO HOLDING is not involved in court proceedings for the purposes of bankruptcy, liquidation, winding-up or transfer of assets to creditors, and there are no facts or circumstances known to the Transferor at the date hereof, which could lead to such court proceedings.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

- a) Mr Stolk;
- b) Mr Burgers;
- c) Mr Grunander; and
- d) Mr Hajlmarson

the three latter represented here by Mr Stolk, prenamed, by virtue of proxies which will remain here annexed and acting in their capacity of managers of the Company.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, each of them personally and severally legally engaged as managers of the Company by reason of the contribution in kind described above, each of them expressly agrees with the description of the contribution in kind, with its valuation, with the effective transfer of these shares, and confirms the validity of the subscription and payment.

Fixed rate Tax exemption request

Considering that it concerns the capital increase of a Luxembourg company by contribution in kind consisting of 100% of the shares of a company incorporated in the European Union, whereby the Company will hold more than 65 % of the shares as sole shareholder, the Company expressly requests the pro rata fee payment exemption on the basis of Article 4.2 (four-two) of the law of December 29, 1971, as modified by the law of December 3, 1986, which provides for capital fixed registration tax exemption in such case.

Declaration

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 4.2 of the law of December 29, 1971 in order to obtain a favourable taxation of the contribution in kind and states explicitly that these conditions are fulfilled, on sight of relevant documents, further to the comments and explanations exposed to him and considering the context of such operation.

The documentation related to the true and unconditional transmission of the elements constituting the contributed property has been considered convincing and sufficient and the contribution is therefore effectively implemented.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolution and the contribution having been fully carried out, the sole shareholder resolved to amend article 5 of the articles of association to read as follows:

«**Art. 5.** The capital is set at EUR 156,570,964.30 (one hundred fifty six million five hundred seventy thousand nine hundred sixty four Euros thirty cents), divided into three hundred forty five thousand thirty seven (345,037) shares of four hundred fifty three Euros seventy eight cents (453.78) each.»

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about seven thousand euros.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française

L'an deux mille deux, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée GETINGE LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social au 11 rue des Trois Cantons, L-8399 Steinfort, constituée par acte notarié du 5 mars 1999, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B, numéro 68.898, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 401 du 2 juin 1999 et dont les statuts ont été amendés par acte notarié du 25 janvier 2001 publié au Mémorial C numéro 852 du 6 octobre 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique présent ou représenté et le nombre de parts qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 345.035 (trois cent quarante cinq mille trente cinq) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 907,56 (neuf cent sept euros et cinquante six cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 156.570.056,80 (cent cinquante six millions cinq cent soixante dix mille cinquante six euros quatre vingt cents) à EUR 156.570.964,30 (cent cinquante six millions cinq cent soixante dix mille neuf cent soixante quatre euros trente cents) par l'émission de 2 (deux) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 453,78 (quatre cent cinquante trois euros et soixante dix huit cents) chacune, ce moyennant paiement d'une prime d'émission globale s'élevant à EUR 98.499.092,44 (quatre vingt dix huit millions quatre cent quatre vingt dix neuf quatre vingt deux euros quarante quatre cents).

2.- Souscription et libération de toutes les parts sociales nouvelles par apport en nature consistant en 1.000 (mille) parts sociales de ARJO HOLDING AB, une société constituée suivant le droit néerlandais et ayant son siège social à c/o Getinge AB, Box 69, 310 44 Getinge, Sweden;

3.- Acceptation par les gérants de la Société.

4.- Modification corrélative de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'associé unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de EUR 907,56 (neuf cent sept euros et cinquante six cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 156.570.056,80 (cent cinquante six millions cinq cent soixante dix mille cinquante six euros quatre vingt cents) à EUR 156.570.964,30 (cent cinquante six millions cinq cent soixante dix mille neuf cent soixante quatre euros trente cents) par l'émission de 2 (deux) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 453,78 (quatre cent cinquante trois euros et soixante dix huit cents) chacune, y compris le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de EUR 98.499.092,44 (quatre vingt dix huit millions quatre cent quatre vingt dix neuf quatre vingt deux euros quarante quatre cents), le tout à libérer en nature par l'apport de 1.000 (mille) parts sociales de ARJO HOLDING AB, une société constituée selon le droit suédois et ayant son siège social à c/o Getinge AB, Box 69, 310 44 Getinge, Suède (ARJO HOLDING).

Deuxième résolution

Il est décidé d'admettre la souscription des 2 (deux) parts sociales nouvelles dont il est question ci-avant.

Souscription - Prime d'émission - Libération

La société prédésignée GETINGE ARJO HOLDING NETHERLANDS BV (GETINGE ARJO HOLDING), ici représentée, a déclaré souscrire les 2 (deux) parts sociales nouvelles.

L'émission de ces parts est sujette au versement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 98.499.092,44 (quatre vingt dix huit millions quatre cent quatre vingt dix neuf quatre vingt deux euros quarante quatre cents) étant allouée comme suit:

- 98.499.001,69 (quatre vingt dix huit millions quatre cent quatre vingt dix neuf mille un euros soixante neuf cents) à un poste distribuable du bilan;

- 90,756 (quatre vingt dix euros sept cent cinquante six cents) à un poste non distribuable du bilan en tant qu'affectation à la réserve légale.

Les parts sociales ainsi que la prime d'émission ont été intégralement libérées par un apport en nature consistant en des parts sociales telles que définies à l'Article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, modifiée par la loi du 3 décembre 1986, qui prévoit une exemption fiscale.

Description de l'apport

L'apport de GETINGE ARJO HOLDING contre l'émission de parts sociales par la Société se compose de 1.000 parts sociales d'une valeur nominale de SEK 100,- (cent couronnes suédoises) chacune, de ARJO HOLDING, représentant 100 % de la totalité des parts émises;

Evaluation

La valeur de cet apport en nature est évaluée à EUR 98.500.000,- (quatre vingt dix huit millions cinq cent mille euros). Cet apport a été évalué par les gérants de la société conformément à l'état de la valeur d'apport, qui doit rester ci-annexé pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire soussigné par la production d'une copie du registre des associés de ARJO HOLDING, attestant du nombre actuel de parts sociales et de leur appartenance actuelle à GETINGE ARJO HOLDING.

Réalisation effective de l'apport

La société GETINGE ARJO HOLDING, unique associé et unique apporteur, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare que:

- les parts sont sous la forme nominative et sont entièrement libérées;
- les parts lui appartiennent;
- les parts sont libres de toute charge, option, gage ou de tout droit de tiers;
- les parts ne font pas l'objet de contestation ou de litige;
- les parts sont librement transmissibles avec tous les droits qui leur sont attachés;
- la société ARJO HOLDING a été légalement créée et existe valablement d'après la loi suédoise; et
- la société ARJO HOLDING n'est pas impliquée dans des procédures judiciaires de liquidation ou de redressement judiciaire, de liquidation ou transmission des actifs aux créanciers, et la société GETINGE ARJO HOLDING n'a, à la date du contrat de transfert des parts, pas connaissance de faits qui pourraient conduire à de telles procédures.

Intervention du gérant

Sont alors intervenus:

- a) M. Stolk;
- b) M. Burgers;
- c) M. Grunander; et
- d) M. Hajlmarson,

les trois derniers étant représentés par M. Stolk, prénommé, en vertu d'une procuration qui restera ci-annexée, agissant en qualité de gérants de la Société.

Reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement personnellement et solidairement engagés en leur qualité de gérants de la société à raison de l'apport en nature ci-avant décrit, chacun marque expressément son accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation, sur le transfert de la propriété desdites parts sociales, et confirme la validité des souscription et libération.

Requête en exonération des droits proportionnels

Compte tenu qu'il s'agit de l'augmentation du capital social d'une société luxembourgeoise par apport en nature de 100% des parts sociales de sociétés ayant leur siège dans l'Union Européenne, dans laquelle la Société détiendra plus de 65% des parts, la société requiert sur base de l'article 4.2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, l'exonération du droit proportionnel d'apport.

Déclaration

Le notaire déclare qu'il a vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971 pour l'obtention du régime fiscal de faveur concernant l'apport en nature et déclare expressément que ces conditions sont réunies, au vu des documents pertinents et selon les commentaires et explications qui lui ont été fournies et en considérant le contexte d'une telle opération.

La documentation relative à la transmission réelle et inconditionnelle des éléments constituant l'apport a été estimée suffisante et pertinente et la contribution est donc effectivement exécutée.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'apport étant totalement réalisé, il est décidé de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** The capital is set at EUR 156,570,964.30 (one hundred fifty six million five hundred seventy thousand nine hundred sixty four Euros thirty cents), divided into three hundred forty five thousand thirty seven (345,037) shares of four hundred fifty three Euros seventy eight cents (453.78) each.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ sept mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: R. Uhl, P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2003, vol. 137S, fol. 76, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2003.

J. Elvinger.

(003709.4/211/254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

GETINGE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Steinfort, 611, route des Trois Cantons.

R. C. Luxembourg B 68.898.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(003711.2/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

GUY KAYSER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4917 Bascharage, rue de la Continentale.

R. C. Luxembourg B 84.785.

L'an deux mille trois, le vingt janvier.

Par-devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Guy Kayser, commerçant, demeurant à L-4423 Soleuvre, 24, rue des Erables.

Lequel comparant a déclaré qu'il est l'unique associé de la société à responsabilité limitée GUY KAYSER, S.à r.l., avec siège social à L-3961 Ehlang, 2, Zone Industrielle am Brill, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, alors de résidence à Capellen, en date du 20 novembre 2001, publié au Mémorial C n° 471 du 25 mars 2002.

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Ehlang à Bascharage.

L'associé unique décide par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bascharage.»

Il fixe l'adresse du siège à L-4917 Bascharage, rue de la Continentale.

Dont procès-verbal, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, Notaire.

Signé: G. Kayser, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 21 janvier 2003, vol. 884, fol. 87, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Esch-sur-Alzette, le 7 février 2003.

A. Biel.

(003669.3/203/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

PHOENIX ACQUISITION COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: 19.966.320,- EUR.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 66.455.

En date du 13 décembre 2002, 756.300 parts sociales de la société détenues par COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA) L.P. ont été transférées à PHOENIX BERMUDA L.P.

Suite à cette cession, les parts sociales de la société sont réparties comme suit:

PHOENIX BERMUDA L.P. 756.300 parts sociales

Luxembourg, le 18 février 2003.

PHOENIX ACQUISITION COMPANY, S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02476. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003299.4/253/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

**LSF HL INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LUX EURO-ASIAN INVESTMENTS V, S.à r.l.).
Capital social: 125.000,- EUR.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 84.273.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales du 10 février 2003 que LONE STAR FUND IV (BERMUDA), L.P., un limited partnership établi à Gibbons Building, Suite 102, 10, Queen Street, Hamilton HM 11, Bermudes, enregistré sous le numéro 30.442 du registre des sociétés des Bermudes, a cédé 615 parts sociales de la société LSF HL INVESTMENTS, S.à r.l. (la Société). LONE STAR FUND IV (U.S.), L.P., un limited partnership établi à 717, North Harwood Street, Suite 2200, Dallas, Texas 75201, Etats-Unis, Bermudes, enregistré sous le numéro 3387198 du Delaware Secretary of State a acquis 595 parts sociales et HudCo PARTNERS IV KOREA, LTD., une société à responsabilité limitée (limited partnership) établi à Gibbons Building, Suite 102, 10, Queen Street, Hamilton HM, 11, Bermudes, enregistré sous le numéro 31395 du registre des sociétés des Bermudes, a acquis 20 parts sociales de la société.

Les parts sociales de la société sont dès lors détenues comme suit:

LONE STAR FUND IV (BERMUDA), L.P.....	385 parts sociales
LONE STAR FUND IV (U.S.).....	595 parts sociales
HudCo PARTNERS IV KOREA, LTD.....	20 parts sociales
Total:.....	1.000 parts sociales

Pour extrait sincère et conforme

LSF HL INVESTMENTS, S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2003, réf. LSO-AB02968. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003297.4/253/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

OAXACA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 8, rue Beck.
R. C. Luxembourg B 84.632.

Il résulte de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 14 décembre 2001 que:

- L'actionnaire unique décide de nommer Mr. Helmer Moller comme gérant supplémentaire de la société et ceci pour une période indéterminée; Mr Moller a comme adresse professionnelle 8, rue Beck L-1222 Luxembourg.

- Par conséquent, le conseil d'administration est composé de TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. et de Mr. Helmer Moller.

- L'actionnaire unique décide également de transférer le siège social de la société de 33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg à 8, rue Beck, L-1222 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 février 2003.

Pour avis conforme

TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Un administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2003, réf. LSO-AB02052. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003515.4/805/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.